

1. Chapitre 1 – Introduction

1.1 Objet

Le présent énoncé du travail à exécuter (ETE) vise à décrire les résultats exigés par le Canada pour la prestation de services par l'entrepreneur relativement aux navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique (NPEA) et aux navires de soutien interarmées (NSI) de la Marine royale canadienne (MRC).

Le présent ETE décrit les travaux que l'entrepreneur doit accomplir et est lié à une série de mesures du rendement qui indiquent les niveaux de rendement que l'entrepreneur doit atteindre pour respecter les résultats attendus par le Canada.

Le marché découlant de cet ETE sera collectivement appelé « marché de soutien en service visant les NPEA et les NSI » (SESNN).

1.2 Concept de gestion de l'ETE

Cette approche basée sur un « marché de SESNN » suppose un changement d'approche dans la manière dont le Canada gère ses marchés de soutien en service (SES). Le présent marché adopte une approche à long terme flexible, relationnelle et axée sur l'amélioration continue, les mesures incitatives et le rendement, avec des responsabilités claires quant aux résultats des contrats. Il représente les travaux attendus de l'entrepreneur pour appuyer la durée de vie des navires des classes NPEA et NSI jusqu'à la fin de leur vie et jusqu'à la clôture du contrat (pendant environ 35 ans).

1.2.1 Phases du marché

Le marché sera structuré et mis en œuvre selon une approche progressive.

Phase de démarrage :

La phase de démarrage vise à amener les organisations du client et du fournisseur à un stade leur permettant d'exécuter les activités de SES, tel qu'il a été demandé, conformément au calendrier de livraison des navires.

La phase de démarrage commence dès l'attribution du marché et se termine lorsqu'un état de préparation acceptable pour l'exécution du plan de transition a été démontré par l'entrepreneur, grâce à un rapport de Vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS), pour appuyer la livraison du premier navire au Canada par l'entrepreneur chargé de la construction. La livraison d'un navire est considérée comme « atteinte » à l'issue d'un « transfert à l'état opérationnel » après une recommandation découlant d'une conférence de divulgation de l'état du matériel, à laquelle participera l'entrepreneur.

Phase de transition :

Le but de la phase de transition consiste à mettre en place l'organisation, les ressources, l'infrastructure et les processus appropriés pour soutenir les NPEA et les NSI et à établir des mesures pour le cadre de gestion du rendement (CGR). La phase de transition conduira à la mise en place d'une base de référence pour la portée des travaux attendus jusqu'à la fin du marché. La phase de transition commence à la réussite de la vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS). La phase de transition se termine lorsque tous les navires ont été livrés au Canada et qu'une vérification finale de la disponibilité opérationnelle du soutien (VFDOS) a été réalisée.

Phase d'état stable :

La phase d'état stable vise à effectuer le soutien en service, conformément à un cadre de gestion du rendement, pour fournir un soutien en service abordable et durable et ainsi répondre aux besoins opérationnels de la Marine royale canadienne (MRC).

La phase d'état stable commence dès que toutes les obligations techniques et contractuelles de la phase de transition ont été satisfaites et se termine lorsque tous les navires sont mis hors service.

Phase de clôture :

La phase de clôture débute à la mise hors service des navires et se termine lorsque tous les navires ont été mis hors service et que toutes les activités d'aliénation connexes ont été réalisées.

L'annexe A du chapitre 13 propose une représentation graphique des phases du marché et de leur durée approximative.

1.3 Structure et organisation de l'ETE

Le contenu et la structure de l'ETE sont organisés en fonction du modèle fonctionnel du futur soutien en service (FSES) et du document d'énoncé des besoins pour le FSES qui l'accompagne. Les sections de cet ETE sont présentées ci-dessous.

Chapitre 1 – Introduction

Chapitre 2 – Exigences générales

Chapitre 3 – Gestion de programme

Chapitre 4 – Gestion du cycle de vie du matériel

Chapitre 5 – Gestion du calendrier technique

Chapitre 6 – Prestation de services

Chapitre 7 – Services de soutien à l'instruction

Chapitre 8 – Non attribué

Chapitre 9 – Environnement intégré des données (EID);

Chapitre 10 – Non attribué

Chapitre 11 – Système de mesure du rendement

Chapitre 12 – Services d'aliénation

Chapitre 13 – Liste des annexes, des DED et des DDS, glossaire et références

Les descriptions détaillées des services (DDS) correspondent aux spécifications des services désignés dans l'ETE. Tous les chapitres ne font pas référence aux DDS.

Les descriptions des éléments de données (DED) précisent le format et la structure des produits livrables que l'entrepreneur doit fournir au Canada.

La liste des données essentielles au contrat (LDEC) établit le calendrier de livraison pour les éléments de données.

1.4 Système du futur soutien en service du Canada

Le système du futur soutien en service (FSES) établit les fonctions de haut niveau nécessaires pour fournir un soutien en service aux ressources navales tout au long de leur cycle de vie, conformément aux descriptions données dans le document des spécifications du système (DSS) donné en référence au chapitre 13, annexe V – Lettre sur les principes essentiels du FSES.

L'entrepreneur doit gérer et fournir des services dans les domaines fonctionnels du système du FSES que sont la gestion de programme, la gestion du cycle de vie du matériel (GCVM), la gestion du calendrier technique et la prestation de services. Même si le travail associé au soutien en service pour les NPEA et les NSI sera principalement effectué par l'entrepreneur, ce dernier assurera l'interface et coopérera avec le Canada dans chacun des domaines fonctionnels. Les

services de soutien à l’instruction relèvent des domaines fonctionnels de la GCVM et de la prestation de services.

1.5 Systèmes exclus et hybrides

Les activités de gestion et la prestation des services nécessaires au soutien des NPEA et des NSI seront réalisées par l’entrepreneur. Les travaux de maintenance devront être répartis en fonction de la catégorisation du système : « système exclu » ou « système hybride ». Tous les systèmes, les sous-systèmes et l’équipement des NPEA et des NSI seront inclus dans le marché, à moins qu’ils ne soient expressément désignés comme des « systèmes exclus ».

1.5.1 Systèmes exclus

L’entrepreneur ne sera responsable du soutien en service d’aucun système exclu, à moins qu’une entente en ce sens ait été négociée après l’attribution du contrat. Si des travaux de SES s’avèrent nécessaires pour un système exclu, ils seront traités comme de nouveaux travaux. L’annexe B dresse la liste des systèmes exclus. Le Canada peut modifier cette liste à tout moment pendant la durée du contrat. Le Canada informera l’entrepreneur au sujet de l’ajout de tout système à la liste des systèmes exclus, pour garantir sa prise en compte dans l’élaboration du plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) respectif de l’entrepreneur. L’entrepreneur sera responsable du SES pour les interfaces, l’équipement auxiliaire et l’équipement de soutien des systèmes exclus afin d’assurer leur fonctionnement.

1.5.2 Systèmes hybrides

La maintenance de deuxième niveau pour les NPEA et les NSI constituera un effort partagé entre les installations de maintenance de la flotte (IMF) et l’entrepreneur. L’entrepreneur sera responsable du SES pour tous les systèmes hybrides, sauf en ce qui concerne la maintenance de deuxième niveau, qui peut être effectuée par les IMF. Les IMF détermineront leur capacité à coordonner et à réaliser les activités de maintenance de deuxième niveau pour les systèmes hybrides et le Canada informera l’entrepreneur au sujet de la préparation des plans de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) propres à ce dernier. Les activités de maintenance de deuxième niveau pour les systèmes hybrides peuvent être ajoutées au contrat à titre de nouveaux travaux, ou elles peuvent être incluses dans les travaux essentiels.

L’entrepreneur aura la responsabilité d’assurer la coordination avec les IMF afin de préparer et de tenir à jour une matrice des responsabilités côtières pour le fournisseur de services de maintenance principal (FSMP) associé à chaque système hybride. Le FSMP est soit l’IMF ou l’entrepreneur, selon celui des deux qui est en meilleure position, à cette phase du programme de SESNN, pour coordonner et exécuter les activités de maintenance de deuxième niveau pour le système hybride. Le fournisseur de services de maintenance secondaire (FSMS) soutiendra les activités de maintenance de deuxième niveau en fonction des besoins et des descriptions données dans la matrice des responsabilités. Les systèmes hybrides faisant appel aux IMF et aux FSMP seront évalués régulièrement afin de déterminer la pertinence de transférer le statut de FSMP à l’entrepreneur pendant la phase de transition.

Les systèmes hybrides seront déterminés dans un premier temps en conjonction avec la documentation à l’appui de l’annexe J – Lettre relative aux capacités stratégiques des IMF.

1.5.3 Produits de soutien logistique intégré

Pour les NPEA et les NSI, les produits de soutien logistique intégré (SLI) seront conçus par les chantiers navals responsables de la conception-construction. Une liste des produits livrables de SLI a été préparée pour les NPEA (annexe C) et les NSI (annexe D).

1.5.4 Structures arborescentes de l'équipement des NPEA et des NSI

Les structures arborescentes de l'équipement des NPEA et des NSI (annexe E et annexe F, respectivement) regroupent et décrivent les différents systèmes opérationnels contenus dans chaque classe, dans un format hiérarchique. Chacune de ces structures est présentée en référence dans le présent ETE. Elles doivent être considérées comme une indication du nombre de systèmes pour chaque classe de navire à la phase de démarrage, mais elles changeront tout au long de la vie de chaque classe.

1.6 Concept d'opération

1.6.1 NPEA

Les NPEA auront besoin de soutien dans leurs ports d'attache à Esquimalt, en Colombie-Britannique (C.-B.), et à Halifax, en Nouvelle-Écosse (N.-É.).

Le nombre prévu de NPEA stationnés à Halifax est de quatre et le nombre prévu à Esquimalt est de deux. Le Canada se réserve le droit de modifier cette affectation entre les côtes. Les NPEA devront mener des opérations dans les eaux du Canada, y compris dans l'Arctique et, de temps à autre, dans les eaux contiguës à la zone continentale de l'Amérique du Nord.

Le Canada se réserve le droit de modifier l'affectation des NPEA ou des NSI entre les côtes. Le Canada consultera l'entrepreneur à propos des répercussions d'un tel changement.

Chaque NPEA devrait avoir une disponibilité opérationnelle d'au plus 250 jours par année et être capable de mener à bien un déploiement dans l'Arctique de 120 jours.

Le Canada se réserve le droit de modifier les exigences de disponibilité opérationnelle pour se conformer aux exigences opérationnelles. Le Canada consultera l'entrepreneur à propos des répercussions d'un tel changement.

Le NPEA devrait jouer les principaux rôles suivants :

- a. effectuer une surveillance armée des eaux canadiennes, notamment dans l'Arctique, pour informer les ministères de la situation des activités et des événements dans ces régions;
- b. collaborer avec d'autres éléments des Forces armées canadiennes et d'autres ministères fédéraux afin d'exercer et de faire respecter la souveraineté canadienne quand et où cela est nécessaire.

1.6.2 NSI

Il y aura un NSI par côte et la classe aura besoin de soutien dans ses ports d'attache à Esquimalt (C.-B.) et à Halifax (N.-É.).

Le NSI devra mener des opérations dans les eaux canadiennes et se déploiera dans le cadre d'opérations partout dans le monde. Le NSI devrait avoir une disponibilité opérationnelle d'au plus 290 jours par année et être capable de mener à bien un déploiement de 180 jours.

Le Canada se réserve le droit de modifier les exigences de disponibilité opérationnelle pour se conformer aux exigences opérationnelles. Le Canada consultera l'entrepreneur à propos des répercussions d'un tel changement.

Le NSI devrait jouer les principaux rôles suivants :

- a. soutien logistique international au groupe opérationnel naval et capacité de transport maritime stratégique;
- b. soutien des opérations visant à assurer le commandement et le contrôle interarmées des forces à terre.

1.6.3 Portrait de l'utilisation des navires

Un portrait détaillé de l'utilisation des navires sera préparé pour les NPEA (annexe G) et pour les NSI (annexe H). Ces portraits préciseront les rôles types des navires, le temps consacré à chacun de ces rôles et la disponibilité des navires pour la maintenance, de façon à orienter le développement du Plan de fonctionnement annuel du programme (PFAP) et aligner l'approche en matière au SES. Ils serviront également de fondement pour la modélisation de la disponibilité, de la fiabilité et de la maintenabilité, pour les analyses du SLI et pour les données à utiliser pour établir les mesures fondées sur le rendement du SES.

2. Chapitre 2 – Exigences générales

2.1 Portée du travail

Le présent chapitre vise à décrire la portée des travaux que doit réaliser l'entrepreneur. Cette portée comprend les services de gestion de programme, de gestion du calendrier technique, de gestion du cycle de vie du matériel (GCVN), de prestation de services (production, ingénierie et gestion du matériel), de soutien à l'instruction, de gestion de l'information et des données, de gestion du rendement et de gestion de l'aliénation pour les classes de navires NPEA et NSI.

2.2 Organisation en matière de SES pour les NPEA et les NSI

L'organisation du SES reposera sur une collaboration entre l'organisation du Canada et celle de l'entrepreneur chargé d'assurer le SES. Les prochaines sections décrivent la répartition des principales responsabilités du Canada et de l'entrepreneur. Les rôles et responsabilités de nature technique du Canada sont décrits conformément au contenu du manuel du Système de gestion du matériel naval (SGMN) C-03-005-012/AM/001. Le Canada a désigné une autorité de la conception (AC), une autorité des systèmes (AS), une autorité technique déléguée (ATD), un gestionnaire de l'assurance de la qualité (GAQ) et une autorité opérationnelle (AO). Voir ci-dessous pour obtenir une description de chaque poste.

a. Autorité de la conception (AC). L'AC fait partie de l'organisation du Directeur – Gestion du programme d'équipement maritime (Petits navires de guerre et navires auxiliaires) – D Gest PEM (PNGNA), au sein de l'organisation du Directeur général – Gestion du programme d'équipement maritime (DGGPEM), au Quartier général de la Défense nationale (QGDN). L'AC est chargée de l'établissement et de la maintenance de l'intention de la conception. Elle est également le gestionnaire de programme de la classe (GPC) pour le programme de soutien en service, et peut donc être l'AC/GPC. Le Canada se réserve le droit d'agir en tant que dernière autorité pour toute modification relative à la conception;

b. Autorité des systèmes (AS). L'AS travaille auprès du Directeur des systèmes de plateformes navales – Directeur des systèmes de combat naval (DSPN/DSCN du DGGPEM), au Quartier général de la Défense nationale (QGDN). L'AS est chargée d'assurer la sécurité d'un système ou d'un équipement de navire et sa maintenance pendant tout le cycle de vie.

c. Autorité technique déléguée (ATD). L'ATD jouera le rôle de point de contact côtier pour l'entrepreneur, en ce qui a trait aux activités locales de maintenance et de soutien au quotidien pour les navires. Les ATD affectées aux NPEA et aux NSI résideront à Halifax (N.-É.) et à Esquimalt (C.-B.).

d. Gestionnaire de l'assurance de la qualité (GAQ). Le GAQ fait partie de l'organisation du Directeur – Assurance de la qualité (DAQ), au sein de l'organisation du Directeur général – Systèmes de gestion du matériel et chaîne d'approvisionnement (DGSMCA), et sera responsable des volets d'inspection et de vérification de l'assurance de la qualité du marché.

e. Autorité opérationnelle (AO). L'AO est intégrée à l'organisation du commandant de la marine.

f. Autorité réglementaire du matériel naval (ARMN) – L'ARMN est tenue d'assurer la sécurité matérielle des navires de surface sous l'autorité du DGGPEM, et est indépendante de l'AC/des GPC et de l'AO. En ce qui concerne les navires de surface, cette autorité revient au Directeur – Systèmes de plateformes navales (DSPN), conformément à la partie 2 du manuel du Système de gestion du matériel naval (SGMN).

2.3 Principales responsabilités du Canada

Le gestionnaire de programme de la classe (GPC) du MDN jouera le rôle de l'autorité de la conception pour les NPEA et les NSI.

Le Canada peut offrir les ressources fournies par le gouvernement (RFG), lesquelles pourraient comprendre de l'équipement fourni par le gouvernement (EFG), du matériel fourni par le gouvernement (MFG), des installations fournies par le gouvernement (IFG) et des informations fournies par le gouvernement (IFG). Le Canada mettra en place un processus d'obtention de l'EFG (annexe I).

Le Canada accordera l'accès aux arsenaux canadiens de Sa Majesté (arsenaux CSM) aux membres du personnel de l'entrepreneur et de ses sous-traitants qui auront été soumis aux enquêtes de sécurité et qui auront soumis les demandes de permis de visite (DPV) nécessaires. Le Canada accordera à l'entrepreneur un accès aux personnes responsables des opérations des IMF et aux autorités des arsenaux CSM afin de lui faciliter l'utilisation des services des arsenaux CSM que le Canada jugera nécessaires ou que l'entrepreneur demandera, et qui seront approuvés par le Canada. D'autres conseils sur les opérations des CSES au sein des arsenaux CSM se trouvent à les annexes T et X qui sont actuellement documents dynamique.

Le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur.

Le Canada ajoutera les données de base de NPEA et de NSI dans le SIGRD, qui est son outil de planification des ressources de l'entreprise pour effectuer la maintenance, l'approvisionnement et d'autres transactions opérationnelles clés.

2.4 Principales responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit s'assurer que les systèmes sous sa responsabilité respectent les exigences de disponibilité continue du matériel, conformément aux exigences opérationnelles, y compris pour les déploiements nationaux et internationaux. Sauf indication ou approbation contraire, le besoin opérationnel doit être tenu à jour conformément à l'attribution des missions du navire, promulguée dans le calendrier opérationnel. L'entrepreneur est dispensé de ces responsabilités si la disponibilité opérationnelle n'est pas respectée uniquement en raison de la défaillance d'un système exclu ou hybride maintenu par l'IMF. Cependant, il doit garantir la disponibilité opérationnelle pour les systèmes dont il est responsable en tant que FSMP.

L'entrepreneur doit répondre aux besoins urgents en matière de soutien pour respecter le calendrier opérationnel applicable au navire, d'une manière et dans un délai acceptables pour le Canada.

La responsabilité de la maintenance et de la gestion de l'équipement de base et la configuration de base du navire associés à l'intention du concept pour les classes de navires NPEA et NSI est déléguée à l'entrepreneur. L'autorité de la conception est chargée de l'approbation des modifications à l'équipement de base associé à l'intention du concept.

L'entrepreneur doit planifier et exécuter les activités de maintenance des navires et les activités d'essais, conformément au calendrier de disponibilité pour la maintenance établi par le Canada. L'entrepreneur devra établir l'ordre de priorité, planifier et coordonner les travaux en collaboration avec le MDN en s'appuyant sur une équipe de projet intégrée (EPI), conformément aux structures de gouvernance communes identifiées dans la Charte des relations afin d'assurer de façon optimale que les besoins opérationnels de ce navire sont atteints.

L'entrepreneur sera l'agent de conception, sur recommandation à la suite d'une conférence de divulgation de l'état du matériel (CDEM) et du transfert à l'état opérationnel (TEO) subséquent pour chaque navire.

L'entrepreneur doit fournir toutes les infrastructures et ressources de soutien nécessaires pour la fourniture des services requis, sauf indication contraire dans le présent ETE.

L'entrepreneur doit respecter les conditions décrites dans l'accord de prêt de matériel du ministère de la Défense nationale pour l'équipement fourni par le gouvernement (annexe I). L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport sur l'équipement fourni par le gouvernement conformément à l'article SD-001 de la liste des données essentielles au contrat (LDEC).

L'entrepreneur doit s'assurer de ce qui suit :

- a. tous les services de soutien en service sont fournis afin de garantir que les exigences de préparation du calendrier opérationnel sont respectées;
- b. tous les travaux prévus dans le cadre du marché sont effectués par du personnel ayant les qualifications et l'expérience pertinentes;
- c. tous les travaux d'ingénierie visés par le marché sont exécutés ou certifiés par une Organisation d'ingénierie autorisée (OIA) tel que déterminé par le Canada afin de se conformer à la RMN;
- d. les membres du personnel qui exécutent les travaux visés par le marché respectent les exigences relatives à la sécurité du marché;
- e. des accords d'assistance technique (AAT) sont établis en ce qui concerne les informations contrôlées en vertu de l'*International Traffic in Arms Regulations* (ITAR) et de l'Accès et transfert de la technologie contrôlée (ATTC) pour le dossier de données techniques (DDT), et l'autorisation du Canada a été obtenue;
- f. au moins un représentant bilingue (français et anglais) de l'entrepreneur est à la disposition du Canada 24 heures par jour, 365 jours par année, et ce représentant est en mesure de réagir dans un délai d'une heure en présentant un plan d'action adapté aux besoins opérationnels du navire;
- g. les navires sont entretenus en vue d'en optimiser la qualité et le rendement, tout en respectant le budget du Canada pour les travaux.

L'entrepreneur doit soutenir la certification du matériel des navires, conformément au Système de gestion du matériel naval.

2.5 Fonctions de gestion, travaux essentiels et nouveaux travaux

Les travaux exécutés par l'entrepreneur seront divisés en trois catégories : les fonctions de gestion, les travaux essentiels et les nouveaux travaux. Au départ, la plupart des travaux seront menés comme de « nouveaux travaux ». À mesure que le marché progressera et que des données sur le rendement et les coûts réels seront disponibles, le Canada et l'entrepreneur négocieront la transformation des travaux à la fois récurrents et quantifiables, jusqu'ici nouveaux travaux, en fonctions de gestion et en travaux essentiels.

2.5.1 Fonctions de gestion

Les fonctions de gestion correspondent aux travaux de gestion nécessaires pour exécuter le marché.

2.5.2 Travaux essentiels

On définit les travaux essentiels comme les travaux connus qui ne relèvent pas de la gestion et qui sont désignés dans le Plan de fonctionnement annuel du programme (PFAP) approuvé.

Les travaux principaux essentiels pour chaque navire doivent être déterminés par l'entrepreneur dans le Plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) applicable.

La portée et le coût des travaux essentiels, déterminés dans le PFAP de l'entrepreneur, seront négociés et convenus entre le Canada et l'entrepreneur.

2.5.3 Nouveaux travaux

On définit les nouveaux travaux comme ceux qui n'ont pas été prévus ou planifiés, qui ne sont pas quantifiables et qui n'ont donc pas été inscrits dans le PFAP.

L'entrepreneur doit effectuer les nouveaux travaux « en fonction de la demande » et conformément à la base de paiement du marché.

Les nouveaux travaux seront attribués à l'entrepreneur par l'intermédiaire d'un formulaire d'autorisation de tâches (DND 626).

2.6 Cadre de gestion du rendement (CGR)

L'objectif d'un cadre de gestion du rendement (CGR) consiste à mesurer et à évaluer le rendement de l'entrepreneur en ce qui a trait à son soutien aux opérations des NPEA et des NSI.

Le CGR inclura :

- a. des mesures de rendement stratégique (MRS);
- b. des indicateurs de rendement clés (IRC);
- c. des indicateurs d'intégrité du système (IIS).

Le CGR a les interdépendances suivantes avec l'ETE :

- a. Chapitre 3.3.6 – Plan de gestion du rendement (PG-Rendement) : fournit des détails pour les activités de gestion du rendement de l'entrepreneur;
- b. Chapitre 9 – Environnement intégré des données : fournit des détails pour la collecte de données sur le rendement, l'analyse et la production de rapports, y compris l'application logicielle du tableau de bord électronique;
- c. Chapitre 11 – Système de mesure du rendement (SMR) : fournit des détails pour développer l'outil logiciel du SMR;
- d. annexe R – Spécification des exigences en matière de rendement : fournit des détails sur chacune des mesures de rendement (mesures de rendement stratégique, indicateurs de rendement clés, indicateurs d'intégrité du système).

2.7 Cadre de gestion des relations

Le contrat de SESNN sera géré comme un contrat relationnel, qui repose sur une approche de collaboration pour combler les besoins opérationnels de la Marine royale canadienne.

Le gouvernement du Canada et l'entrepreneur prépareront conjointement une charte régissant les relations qui donnera un aperçu des objectifs communs, des comportements souhaités, de la gouvernance conjointe et des processus de collaboration. Le but de la charte régissant les relations consistera à s'assurer que le Canada et l'entrepreneur maintiennent une relation harmonisée qui dégage une valeur durable pour les deux parties sur le long terme.

L'entrepreneur devra également préparer et présenter un plan de gestion des relations qui décrira comment l'entrepreneur propose de renforcer la collaboration avec le Canada et de rationaliser les principaux processus qui impliquent des interactions avec le Canada.

Le plan de gestion des relations est un document transitoire qui vise à faciliter la préparation conjointe de la charte régissant les relations. Les mesures, les outils et les processus proposés dans ce plan informeront la rédaction du contenu de la charte.

Tout au long de la durée du marché et d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur, la charte régissant les relations devrait évoluer afin de mieux atteindre les objectifs en matière de SESNN.

2.8 Concept de l'équipe de projet intégrée (EPI)

L'approche de gestion du programme dans le cadre du contrat de SESNN reposera sur deux équipes de projet intégrées (Esquimalt en Colombie-Britannique et Halifax en Nouvelle-Écosse), au sein desquelles le Canada et l'entrepreneur collaboreront pour gérer le soutien aux systèmes d'équipement des NPEA et des NSI.

L'approche de gestion du programme du marché de SESNN reposera sur une EPI centralisée dans la région de la capitale nationale, dans laquelle le Canada et l'entrepreneur travailleront conjointement pour appuyer la gestion du programme de classe pour les NPEA et les NSI.

Le Canada et l'entrepreneur collaboreront pour garantir la disponibilité opérationnelle annuelle de chaque NPEA et NSI, telle qu'elle est prévue dans le PFAP.

Les membres des EPI et leurs fonctions seront déterminés conjointement par le Canada et l'entrepreneur dans la charte régissant les relations pendant la phase de démarrage.

2.9 Spécifications, normes, documents et règles de préséance applicables

L'entrepreneur doit s'assurer que les travaux exécutés sont conformes aux normes et aux spécifications indiquées dans le présent énoncé du travail à exécuter (ETE).

Des normes et spécifications supplémentaires peuvent être demandées pour des tâches précises, dans la mesure requise pour réaliser les activités.

L'entrepreneur doit se tenir au fait de l'évolution des normes et des spécifications, car elles seront actualisées pendant toute la durée du marché.

En cas d'incohérence dans le présent ETE, l'entrepreneur doit consulter l'autorité contractante pour obtenir des précisions. Les documents doivent être classés selon l'ordre de priorité suivant :

- a. les articles de l'énoncé du travail à exécuter (ETE);
- b. les descriptions détaillées des services (DDS);
- c. les descriptions d'éléments de données (DED);
- d. les annexes;
- e. tous les autres appendices de l'ETE;
- f. les spécifications, normes, documents techniques et autres documents connexes mentionnés dans l'ETE.

2.10 Normes équivalentes

L'entrepreneur peut proposer une norme équivalente de rechange. Pour ce faire, il doit préparer et présenter un rapport de justification de l'équivalence des normes, conformément à l'article GR-001 de la liste des données essentielles au contrat (LDEC).

2.11 Utilisation opérationnelle et taux d'activité

Les détails entourant la disponibilité opérationnelle annuelle exigée de chaque NPEA et NSI seront fournis par le Canada.

L'utilisation annuelle prévue du navire, les rôles prévus du système d'équipement et l'environnement dans lequel il doit être exploité seront définis par le Canada. L'entrepreneur y participera, et ces données seront de nature itérative et interactive.

L'attribution d'un niveau précis de disponibilité opérationnelle à chaque navire ne suivra pas un rythme unique et identique dans toutes les unités. Par nécessité, une certaine souplesse est requise afin de tenir compte des différences dans les exigences, des conflits d'horaire, des modèles de déploiement opérationnel et d'autres considérations.

L'entrepreneur doit se montrer flexible et adapter les horaires pour satisfaire aux demandes de disponibilité pour chaque navire.

3. Chapitre 3 – Gestion de programme

3.1 Exigences générales en matière de gestion de programme

Le présent chapitre vise à définir ce qu'on attend de l'entrepreneur en matière de gestion de programme. Le résultat attendu est une capacité de gestion de programme qui assure la surveillance nécessaire pour gérer tous les aspects du marché de SESNN.

La gestion de programme de l'entrepreneur doit être harmonisée avec les principes du programme du futur soutien en service (FSES) du MDN, en ce sens qu'elle doit porter sur tous les éléments fonctionnels du FSES :

- a. gestion du programme de SES;
- b. gestion du cycle de vie du matériel;
- c. gestion du calendrier technique;
- d. prestation de services;
- e. navires.

L'entrepreneur doit réaliser une gestion du programme basée sur les meilleures pratiques de gestion de programme, et il doit s'appuyer sur une vaste expérience d'un personnel qualifié dans le domaine de la gestion de l'ingénierie. Les membres du personnel doivent montrer :

- a. une compréhension des principaux facteurs de coût et de calendrier;
- b. une compréhension des avantages tirés des dépenses;
- c. une compréhension des exigences initiales en matière de SESNN;
- d. une compréhension du coût de la capacité et du coût total de possession;
- e. un engagement à l'égard de l'amélioration continue;
- f. une compréhension du rendement et des optimisations dans l'ensemble du système de SES;
- g. la capacité à justifier les demandes de ressources.

3.2 Mise à jour des plans

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les plans de sont passés en revue et mis à jour conformément à la LDEC.

L'entrepreneur doit s'assurer que le Canada est consulté et informé au sujet de toutes les modifications au plan de SESNN avant la mise en œuvre.

3.3 Plan de gestion de programme (PGP)

Le PGP décrit le plan de l'entrepreneur en ce qui concerne l'intégration de toutes les activités de gestion, de planification et de contrôle du marché. Le PGP comprend tous les processus et toutes les structures dont l'entrepreneur a besoin pour gérer l'ensemble du programme et effectuer tous les travaux décrits dans le présent énoncé du travail à exécuter (ETE) pendant toute la durée du marché.

L'entrepreneur doit rédiger, présenter, mettre en œuvre et tenir à jour un PGP conformément à l'article PM-001 de la LDEC.

Le PGP doit comprendre les plans secondaires suivants :

- a. plan de démarrage;
- b. plan de transition;
- c. plan de soutien à la gestion des données;
- d. plan de gestion des risques;
- e. plan de gestion de la configuration;

- f. plan de gestion du rendement;
- g. plan de gestion des relations;
- h. plan de gestion de l'aliénation;
- i. plan de clôture du marché.

L'entrepreneur doit réaliser toutes les activités de gestion de programme conformément au PGP et à ses plans secondaires.

3.3.1 Plan de démarrage

Le plan de démarrage décrit la façon dont l'entrepreneur prévoit d'augmenter sa capacité initiale en vue de livrer le premier NPEA.

Le plan de démarrage doit inclure toutes les activités nécessaires pour s'assurer que l'entrepreneur est prêt à assumer tous les aspects de la maintenance du premier NPEA et de ses systèmes et équipements connexes.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de démarrage conformément à l'article PM-002 de la LDEC.

L'entrepreneur doit exécuter les activités de la phase de démarrage conformément au plan de démarrage approuvé.

3.3.2 Plan de transition

Le plan de transition décrit la façon dont l'entrepreneur prévoit d'augmenter ses capacités de manière à fournir du soutien dès la livraison du premier navire et jusqu'à la fin de la phase de transition.

Le plan de transition doit comprendre toutes les activités nécessaires pour s'assurer que l'entrepreneur offre un soutien à tous les NPEA et NSI et à leurs systèmes et équipements, comme prévu dans les processus de vérification de la disponibilité opérationnelle du soutien (VDOS) décrits au paragraphe 3.17.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de transition conformément à l'article PM-003 de la LDEC.

L'entrepreneur doit exécuter les activités de la phase de transition conformément au plan de transition approuvé.

3.3.3 Plan de soutien à la gestion des données (PSGD)

Le plan de soutien à la gestion des données (PSGD) décrit la façon dont l'entrepreneur prévoit d'assurer l'architecture de système, la qualité des données, la gestion des données de base, la gestion de la sauvegarde, la continuité des activités et la reprise après sinistre.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un PSGD conformément à l'article PM-004 de la LDEC.

L'entrepreneur doit maintenir le PSGD et le mettre en œuvre.

3.3.4 Plan de gestion des risques (PG-Risques)

Le plan de gestion des risques décrit la façon dont l'entrepreneur prévoit de gérer les risques et les problèmes.

L'entrepreneur doit décrire les processus envisagés pour la gestion des risques et les flux de données pour les activités relatives à des projets individuels et les activités liées au programme global.

L'entrepreneur doit présenter et tenir à jour un registre des risques qui résume les risques, qui attribue la responsabilité de la gestion de chacun des risques, qui décrit les stratégies d'atténuation des risques et qui établit des plans d'urgence pour chaque risque.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion des risques conformément à l'article PM-006 de la LDEC.

L'entrepreneur doit assurer la gestion des risques de façon continue et à tous les niveaux du marché.

L'entrepreneur doit prendre de bonnes décisions de gestion en évaluant les considérations liées aux programmes ainsi qu'aux éléments techniques et commerciaux.

L'entrepreneur doit mettre en œuvre le plan de gestion des risques.

3.3.5 Plan de gestion de la configuration

Le plan de gestion de la configuration (PGC) de l'entrepreneur décrit le programme de gestion de la configuration de l'entrepreneur, son organisation, son déroulement, ainsi que les méthodes, les procédures et les moyens de contrôle employés pour assurer l'identification efficace de la configuration, le suivi des modifications, les rapports sur l'état. Les vérifications de la configuration globale doivent comprendre le matériel, les logiciels et les micrologiciels pour les systèmes embarqués, les formateurs, les simulateurs et les modèles. Il a surtout pour but de fournir au Canada un fondement pour l'examen, l'évaluation et la surveillance du programme de gestion de la configuration et de ses éléments proposés.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion de la configuration conformément à l'article PM-007 de la LDEC.

L'entrepreneur doit assurer la gestion de la configuration conformément au plan de gestion de la configuration.

3.3.6 Plan de gestion du rendement (PG-Rendement)

Le plan de gestion du rendement (PG-Rendement) décrit la façon dont l'entrepreneur doit gérer efficacement son rendement pendant toute la durée du marché. Le plan décrit la manière dont l'entrepreneur doit effectuer la conception du système de mesure du rendement (SMR), ses sources de données, son tableau de bord électronique, sa mise à l'essai, sa validation et son acceptation, ainsi que sa maintenabilité.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion du rendement conformément à l'article PM-008 de la LDEC.

L'entrepreneur doit assurer la gestion du rendement conformément au plan de gestion du rendement.

3.3.7 Plan de gestion des relations (PG-Relations)

Le plan de gestion des relations (PG-Relations) décrit comment l'entrepreneur prévoit de renforcer la collaboration avec le Canada et rationaliser les processus qui impliquent une interaction avec le Canada.

La charte régissant les relations décrit les objectifs communs, les comportements souhaités et la gouvernance conjointe. Une série de processus dont l'entrepreneur et le Canada auront mutuellement convenu y sera ajoutée afin d'accroître la collaboration. Le plan de gestion des relations décrit comment l'entrepreneur entend aligner ses objectifs, promouvoir les comportements souhaités et participer à la gouvernance conjointe, en décrivant entre autres la

gestion de la participation des sous-traitants à la gouvernance, ainsi que la collaboration pour les mises à jour de la charte régissant les relations.

Le plan de gestion de l'information et des données décrit la façon dont l'entrepreneur prévoit de gérer l'information et les données. Le plan de gestion des relations décrit la manière dont l'entrepreneur prévoit de partager l'information en collaboration avec le Canada, et comment il prévoit de rationaliser les processus de partage de l'information.

Le plan de gestion des risques décrit la façon dont l'entrepreneur prévoit de gérer les risques et les problèmes. Le plan de gestion des relations décrit comment l'entrepreneur prévoit de collaborer avec le Canada pour gérer les risques et les problèmes, et comment il prévoit de rationaliser les processus de gestion des risques et des problèmes.

Le contrat décrit la manière dont les modifications techniques et modifications contractuelles sont gérées. Le plan de gestion des relations décrit comment l'entrepreneur prévoit de collaborer avec le Canada pour gérer le changement, et comment il prévoit de rationaliser les processus de gestion du changement.

Le « système de gestion intégrée et plan d'amélioration continue » décrit comment l'entrepreneur prévoit de fixer des objectifs et parvenir à accroître la valeur rendue au Canada pendant toute la durée du contrat. Le plan de gestion des relations décrit comment l'entrepreneur entend promouvoir et gérer l'innovation et l'amélioration continue.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion des relations conformément à l'article PM-009 de la LDEC.

3.3.8 Plan de gestion de l'aliénation (PGA)

Le plan de gestion de l'aliénation (PGA) décrit la façon dont l'entrepreneur exécutera les activités d'aliénation et mènera à bien les procédures nécessaires pour tous les systèmes, l'équipement, les plateformes et les documents afférents au soutien logistique intégré (SLI) du SESNN qui doivent être aliénés pendant la durée du marché conformément au manuel du Système de gestion du matériel naval (SGMN).

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un PGA conformément à l'article PM-010 de la LDEC.

L'entrepreneur doit effectuer les activités d'aliénation conformément au plan de gestion de l'aliénation approuvé.

3.3.9 Plan de clôture du marché

Le plan de clôture du marché décrira comment l'entrepreneur compte transférer le soutien au Canada ou à un tiers. Il détaillera également toutes les activités nécessaires pour transférer tous les services et biens précisés dans le marché au MDN, au cas où il serait nécessaire de le faire ou à la clôture du marché.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de clôture du marché conformément à l'article PM-011 de la LDEC.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit effectuer les activités requises pour le transfert des responsabilités au Canada ou à un tiers, conformément au plan de clôture du marché.

Si le marché est résilié pour quelque raison que ce soit, le droit de propriété sur les pièces de rechange et le matériel, les pièces et l'équipement de soutien utilisés à l'appui des NPEA et des NSI doit être transféré au Canada.

3.4 Plan de fonctionnement annuel du programme (PFAP)

Le plan de fonctionnement annuel du programme (PFAP) décrit le plan d'activités de l'entrepreneur. Il doit détailler tous les travaux de gestion et essentiels que l'entrepreneur prévoit d'effectuer pendant l'année financière. Il inclut également un plan quinquennal prévisionnel.

Pour l'aider à élaborer le PFAP, le Canada transmettra à l'entrepreneur un budget annuel prévisionnel. Le Canada fournira également à l'entrepreneur des informations qui lui permettront d'établir des priorités parmi les travaux connus au moment de l'élaboration du PFAP.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un PFAP conformément à l'article TSM-001 de la liste des données essentielles au contrat (LDEC).

Le PFAP doit contenir deux plans subordonnés :

- a. le plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) pour les Forces maritimes de l'Atlantique (FMAR[A]);
- b. le plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) pour les Forces maritimes du Pacifique (FMAR[P]).

L'entrepreneur doit mettre en œuvre le PFAP approuvé.

3.5 Plans de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS)

Chacun des plans de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) décrit les activités précises de prestation de services que l'entrepreneur prévoit d'effectuer sur chaque côte. Le PFAPS doit contenir les plans de projet de prestation de services (PPPS) subordonnés propres à chaque navire.

L'entrepreneur doit élaborer, en coordination avec les IMF, une matrice des responsabilités côtières du fournisseur de services de maintenance principal (FSMP) pour chacun des systèmes hybrides. L'entrepreneur doit tenir cette matrice à jour et l'inclure dans le plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) correspondant.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un PFAPS pour les FMAR(A) de la côte est conformément à l'article TSM-002 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un PFAPS pour les FMAR(P) de la côte ouest conformément à l'article TSM-002 de la LDEC.

L'entrepreneur doit mettre en œuvre les deux PFAPS approuvés.

3.6 Plans de projet pour la prestation de services (PPPS)

Chaque période en cale sèche, période de travaux courte ou autre activité d'entretien importante doit être gérée sous la forme d'un projet. Le plan de projet pour la prestation de services (PPPS) doit comprendre tous les services et toutes les activités que l'entrepreneur doit effectuer pendant le projet. Il comporte un calendrier principal intégré.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un PPPS pour chaque navire conformément à l'article TSM-003 de la LDEC.

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les autres calendriers élaborés à l'interne sont conformes aux PPPS. Les jalons du Canada, y compris les activités, les services et la disponibilité des ressources de la flotte visant à faciliter et à permettre la mise en œuvre des services de soutien de l'entrepreneur, doivent faire partie des PPPS.

L'entrepreneur doit mettre en œuvre tous les PPPS approuvés.

3.7 Réunions

L'entrepreneur doit tirer pleinement profit des technologies disponibles pour réduire le coût inhérent à l'organisation et à la tenue de réunions.

3.7.1 Réunion inaugurale initiale

L'entrepreneur doit organiser une réunion inaugurale dans les trente (30) jours suivant l'attribution du marché, à un moment qui convient aux deux parties. La réunion inaugurale a pour but d'examiner et de préciser les exigences du programme.

3.7.2 Réunions d'examen de l'avancement des travaux (REAT)

Des réunions d'examen de l'avancement des travaux (REAT) régulières doivent être organisées entre le Canada et l'entrepreneur. Les emplacements et la fréquence de ces réunions seront déterminés par le Canada et l'entrepreneur.

3.7.3 Autres réunions d'examen de service ou réunions spéciales

L'entrepreneur ou le Canada peut prévoir d'autres réunions, au besoin, afin de faciliter le respect des exigences du marché.

3.8 Gestion du programme de classe

L'entrepreneur doit offrir une aide technique et logistique et participer au programme de gestion pour soutenir la CPM dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des Plans de programme de classe (PPC) pour les NPEA et les NSI.

3.9 Gestion des programmes d'équipement

L'entrepreneur doit offrir une aide technique et logistique et participer au programme de gestion pour soutenir les gestionnaires de programme du groupe d'équipement (GPGE) dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des plans du programme du groupe d'équipement applicables aux NPEA et aux NSI.

3.10 Système de gestion intégrée et plan d'amélioration continue

L'entrepreneur doit disposer d'un système de gestion intégrée.

L'entrepreneur doit appliquer les processus d'amélioration continue à tous les aspects du marché.

L'entrepreneur doit utiliser un système de gestion intégrée afin de garantir la conformité aux exigences du client ainsi qu'aux exigences relatives à l'environnement et à la santé et à la sécurité au travail (SST).

L'entrepreneur peut utiliser un système de gestion intégrée existant ou élaborer un système distinct pour gérer la conformité de ses travaux.

Le système de gestion intégrée de l'entrepreneur doit être certifié selon les normes suivantes :

- a. ISO 9001 Systèmes de management de la qualité – Exigences;
- b. ISO 10005 Systèmes de management de la qualité – Lignes directrices pour les plans qualité;
- c. ISO 14001 Systèmes de management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation;

d. OHSAS 18001 Santé et sécurité au travail.

Le système de gestion intégrée de l'entrepreneur doit être applicable à toutes les activités de l'entrepreneur et de ses sous-traitants réalisées dans le cadre du marché.

Le système de gestion intégrée de l'entrepreneur doit montrer la façon dont l'entrepreneur fixera les objectifs et réalisera des améliorations mesurables sur le plan de la valeur qu'il fournira au Canada pendant la durée du marché.

L'entrepreneur doit mettre à jour le système de gestion intégrée au fur et à mesure que de nouvelles lois ou exigences ou que de nouveaux règlements sur la santé et la sécurité au travail ou sur l'environnement sont présentés par des organismes de réglementation qui ne font pas partie du MDN.

Les modifications apportées au système de gestion intégrée en raison de changements aux règlements internes du Canada uniquement (qui ne sont pas prescrits par les organismes de réglementation à l'extérieur du Canada); de la mise à jour de la documentation sur la sécurité à bord; de la participation d'un sous-traitant à des exercices sur la sécurité et l'environnement, et de la formation du personnel du MDN en raison des modifications apportées au système de gestion intégrée et à l'amélioration continue peuvent être considérées comme de nouveaux travaux.

L'entrepreneur doit aviser le Canada avant d'apporter des modifications au système de gestion intégrée.

Le Canada aura le droit de procéder à des vérifications de toute partie du système de gestion intégrée de l'entrepreneur ou de demander à un tiers indépendant, que le Canada aura choisi, de s'en charger.

L'entrepreneur doit fournir de l'aide, à la demande du Canada, pour l'évaluation, la vérification ou la validation de toute partie de son système de gestion intégrée.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan d'assurance de la qualité conformément à l'article IMS-001 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan d'amélioration des processus conformément à l'article IMS-002 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de mise en œuvre des améliorations conformément à l'article IMS-003 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre des rapports d'avancement du marché pour l'amélioration continue conformément à l'article IMS-004 de la LDEC.

3.11 Gestion de la sécurité

L'entrepreneur doit tenir compte de la sécurité dans les politiques, processus, procédures et garanties des travaux requis pour garantir la protection du personnel, des installations, des données, des communications, des biens de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI) et d'autres éléments du système de soutien.

L'entrepreneur doit nommer une personne responsable de la sécurité des technologies de l'information (sécurité des TI) et de l'évaluation et autorisation de sécurité (ESA) pour le contrat. La personne ainsi désignée doit être une autre personne que l'agent de sécurité d'entreprise (ASE).

L'entrepreneur doit se conformer aux politiques du gouvernement du Canada en matière de sécurité des TI et à la Directive ITSG-22 en matière de sécurité des TI du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) du Canada.

L'entrepreneur doit effectuer des inspections SECOM techniques (IST) au besoin pour contribuer au respect des politiques du gouvernement du Canada en matière de sécurité.

L'entrepreneur doit s'assurer que les activités entourant la sécurité, la garde, le stockage et la récupération de toutes les données techniques sont conformes aux Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale (ODSDN) et aux Directives et ordonnances administratives de la Défense (DOAD) 2006-0, Sécurité de la défense.

Dans tous les aspects de ses opérations, l'entrepreneur doit veiller à ce que la conformité de la sécurité des TI sur les navires et leurs systèmes, sous-systèmes et autres équipements soit maintenue tout au long du cycle de vie.

Le Canada aura le droit de procéder à des vérifications de toute partie de la conformité de la sécurité des TI et du cadre de certification ou de demander à un tiers indépendant, que le Canada aura choisi, de s'en charger.

3.12 Formation de l'entrepreneur

Il se peut que l'entrepreneur soit tenu de suivre une formation sur les politiques et procédures du ministère de la Défense nationale (MDN).

Il se peut que l'entrepreneur soit tenu de suivre une formation sur les systèmes d'information du MDN. Le Canada fournira une formation initiale à l'entrepreneur, au besoin.

Dès qu'un groupe principal de l'entrepreneur aura reçu la formation initiale, l'entrepreneur devra proposer des supports de formation pertinents et offrir une formation complémentaire afin de s'assurer que les ressources disposent des connaissances, aptitudes et qualifications nécessaires pour exécuter les travaux.

3.13 Gestion des activités des sous-traitants

L'entrepreneur est responsable de la sélection et de l'embauche des sous-traitants ainsi que de la gestion et de la qualité de tous leurs travaux. Cela inclut tous les fournisseurs, revendeurs et fournisseurs de services.

L'entrepreneur doit s'assurer que les sous-traitants ont la capacité et les moyens de faire le travail dont ils sont responsables, et ce, conformément aux exigences en matière de sûreté, de sécurité et d'environnement.

Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de faire appel à un fabricant d'équipement d'origine (FEO), à un représentant des services techniques (RST) ou à un autre fournisseur en particulier.

L'entrepreneur peut soumettre des solutions de rechange à l'approbation du MDN.

L'entrepreneur doit inclure les tâches des sous-traitants dans ses plans et calendriers.

3.14 Gestion des biens du gouvernement

Le Canada peut fournir à l'entrepreneur des biens du gouvernement, y compris de l'équipement fourni par le gouvernement (EFG), du matériel fourni par le gouvernement (MFG), des installations fournies par le gouvernement (IFG) et des renseignements fournis par le gouvernement (RFG) afin que l'entrepreneur offre les services prévus dans le cadre du marché.

L'entrepreneur doit présenter une demande écrite au Canada pour la fourniture d'un quelconque bien du gouvernement. Le Canada examinera la demande de l'entrepreneur au cas par cas.

L'entrepreneur doit garder, entretenir et utiliser tous les biens du gouvernement qui lui sont fournis en se conformant au paragraphe 8 de la partie 1, au paragraphe 8 de la partie 3 et à la partie 9 de la publication A-LM-184-001/JS-001, Instructions spéciales aux entrepreneurs de réparation et de révision.

3.15 Ressources de soutien

Les ressources de soutien englobent toutes les ressources requises par l'entrepreneur pour fournir les services de soutien décrits dans le présent ETE. Les résultats exigés concernant les travaux indiqués dans la présente section sont la fourniture et le maintien de ressources de soutien

suffisantes pour permettre la prestation rapide et précise des services de soutien, selon les exigences du présent ETE.

3.15.1 Portée

L'entrepreneur doit fournir toutes les ressources nécessaires, à l'exception des ressources fournies par le gouvernement, pour assurer les services de soutien visés par le présent énoncé du travail à exécuter (ETE).

3.15.2 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit assumer la responsabilité du recrutement, de la formation, de la préparation des autorisations de sécurité et des autres fonctions de gestion des ressources humaines nécessaires pour veiller à ce que le personnel ait les compétences, l'expérience et les qualifications requises pour répondre aux exigences de l'énoncé du travail à exécuter (ETE). L'entrepreneur utilisera des catégories et descriptions du personnel, conformément à l'annexe U – Catégories de personnel.

3.16 Réglementation du matériel naval

Le Directeur général – Gestion du programme d'équipement maritime (DGGPEM) possède un système de réglementation du matériel naval fondé sur le Code des navires militaires (ANEP-77), qui lui sert de cadre d'autoréglementation. La *Loi sur la marine marchande du Canada* ne s'applique pas au ministère de la Défense nationale (MDN). Cependant, à l'instar du rôle de Transports Canada dans la réglementation de la sécurité maritime, l'autorité réglementaire du matériel naval (ARMN) détient les pouvoirs législatifs à l'égard des navires du MDN.

L'entrepreneur doit s'assurer, à la satisfaction du Canada ou d'un tiers désigné par le Canada, comme une société de classification, que les navires sont maintenus dans une classe, conformément au plan de certification approuvé par l'ARMN de chaque navire, grâce au processus de réglementation du matériel naval décrit dans la Réglementation du matériel naval pour les navires de surface (RMNNS), C-23-005-000/AG-001.

Une société de classification, laquelle sera un organisme reconnu délégué par l'ARMN, comme il est établi dans le RMNNS, sera engagée par le gestionnaire de programme de la classe (GPC) pour les NPEA et les NSI. Des organisations autres que la société de classification peuvent obtenir le statut d'organisme reconnu à la discrétion de l'ARMN.

L'ARMN a adopté le cadre du Code des navires militaires. Le MDN établira des normes pour les NPEA et les NSI afin de gérer les principaux risques conformément au règlement 0 de chaque chapitre du Code de navire militaire, et ce, dans huit domaines de sécurité clés :

- a. structure;
- b. flottabilité, stabilité et pilotabilité;
- c. systèmes d'ingénierie;
- d. sécurité incendie;
- e. secours, évacuation et sauvetage;
- f. communications;
- g. navigation et matelotage;
- h. marchandises dangereuses.

L'entrepreneur doit fournir à l'autorité réglementaire du matériel naval (ARMN) des garanties que les biens liés aux NPEA et aux NSI/les NPEA et les NSI sont conformes aux normes de certification de l'ARMN.

L'ARMN ou un organisme reconnu délivrera des certificats de conformité ou des attestations de la conformité, selon le cas, pour ces aspects entourant la sécurité.

Chaque certificat sera délivré par l'ARMN ou par une autorité déléguée, en fonction de la preuve de l'état du matériel choisie afin d'atteindre les objectifs et de respecter l'intention du concept et les paramètres de rendement décrits dans le Code de navire militaire jugé approprié pour le navire en cause.

L'entrepreneur doit collaborer avec l'AC/GPC, l'ARMN, la société de classification et l'organisme reconnu afin de s'assurer que la classification, la certification et l'intention du concept sont maintenues tout au long de la durée de vie du navire.

Tout écart par rapport à la classification et/ou à la certification doit être conforme aux prescriptions du document C-23-005-000/AG-002, Gestion des risques du matériel naval (GRMN) et approuvé par le Canada afin de s'assurer que les risques sont atténués.

L'entrepreneur doit prendre en charge les rapports de problème du Système d'information de gestion des ressources de la Défense (SIGRD) au moyen de l'échange de données électroniques (EDE) afin de déceler tout écart par rapport à l'intention du concept, dans le but d'appuyer le processus de gestion des risques du matériel naval du MDN et de fournir la preuve de l'état du matériel à l'AC/GPC pour soutenir le processus de certification du matériel naval du MDN.

L'entrepreneur doit produire des rapports sur l'état de la certification du matériel des navires conformément au Système de gestion du matériel naval (SGMN).

L'entrepreneur doit se conformer aux politiques découlant du Règlement sur le matériel naval pour les navires de surface et aux dispositions des systèmes de gestion de la sécurité pour les NPEA et les NSI.

3.16.1 Classification et certification

L'entrepreneur, l'AC/GPC, l'autorité réglementaire du matériel naval (ARMN) et la société de classification devront créer un organe de gestion et de gouvernance de la sécurité dans le but de gérer les questions de classification et de certification de manière à s'assurer que les navires sont maintenus dans leur classe et que les autres certificats associés aux différents volets entourant la sécurité sont maintenus.

La société de classification détient le pouvoir de décision définitive sur les questions qui touchent la classification des navires.

L'ARMN détient le pouvoir de décision définitive sur les questions qui touchent la certification de sécurité en vertu du Code de navire militaire et la certification environnementale au-delà des exigences de classification.

La société de classification peut être déléguée pour agir comme organisme reconnu au nom de l'ARMN.

La société de classification peut exiger que l'entrepreneur valide les qualifications du personnel et les processus qui ont des effets sur la classification et la certification des navires.

La société de classification peut exiger l'utilisation de pièces, d'équipement, de matériel ou de sous-traitants approuvés pour la réalisation des activités de maintenance, de réparation et de gestion des changements ou de la configuration, de manière à maintenir la classification et la certification des navires.

3.17 Vérification de la disponibilité opérationnelle du soutien (VDOS)

L'entrepreneur doit réaliser des vérifications de la disponibilité opérationnelle du soutien (VDOS) afin de prouver au Canada qu'il a la capacité et les moyens en place pour soutenir tous

les NPEA et les NSI livrés au Canada, y compris en tout ce qui touche l'organisation, l'infrastructure, le personnel, les processus et les ressources fournies par l'entrepreneur.

3.17.1 Vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS)

La vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS) vise à veiller à ce que les services de soutien fournis par l'entrepreneur soient en place pour prendre en charge le premier navire sur la côte est et sur la côte ouest.

L'entrepreneur doit démontrer qu'il dispose de la capacité préliminaire et que les services de soutien sont en place pour prendre en charge les NPEA et les NSI.

L'entrepreneur doit démontrer qu'il dispose de la capacité préliminaire et de la capacité des systèmes de soutien grâce à une VPDOS sur la côte est et à une VPDOS sur la côte ouest.

L'entrepreneur doit mener une « vérification et validation » (V et V) pour démontrer que les pièces de rechange à bord, les outils et équipement d'essai spécialisés (OEES) et les documents sont en place et que les certificats de sécurité ont été obtenus avant la VPDOS.

La capacité nécessaire pour appuyer les navires sera déterminée en fonction du plan de transition approuvé.

L'entrepreneur doit avoir terminé deux périodes de travaux de courte durée sur chaque côte avant d'entamer la VPDOS.

3.17.2 Rapport de vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS)

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS) pour démontrer la conformité aux plans approuvés, ainsi que pour prouver l'achèvement de toutes les activités nécessaires pour mettre en place les capacités visées par la VPDOS aux fins d'acceptation, conformément à l'article SVC-001 de la LDEC.

3.17.3 Vérification finale de la disponibilité opérationnelle du soutien (VFDOS)

La vérification finale de la disponibilité opérationnelle du soutien (VFDOS) vise à s'assurer que les services de soutien fournis par l'entrepreneur sont en place, de manière à pouvoir passer à la phase d'état stable.

L'entrepreneur doit démontrer qu'il dispose de la capacité requise et que les services de soutien sont en place pour prendre entièrement en charge tous les NPEA et les NSI dans leurs ports d'attache respectifs et à l'échelle internationale.

L'entrepreneur doit avoir terminé deux périodes en cale sèche sur chaque côte (soit un total de quatre périodes en cale sèche, indépendamment des classes) et une période en cale sèche à l'échelle internationale avant d'entamer la VPDOS.

3.17.4 Rapport de vérification finale de la disponibilité opérationnelle du soutien (VFDOS)

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de vérification finale de la disponibilité opérationnelle du soutien (VFDOS), lequel rapport doit comprendre les scénarios, les procédures et les résultats qui peuvent être présentés à titre de preuves de l'accomplissement des travaux, conformément à l'article SVC-002 de la LDEC.

4. Chapitre 4 – Gestion du cycle de vie du matériel (GCVM)

Le présent chapitre vise à décrire les services que l'entrepreneur doit fournir quant aux fonctions de gestion du cycle de vie du matériel (GCVM) pour l'ensemble des plateformes, systèmes, des sous-systèmes et de l'équipement des NPEA et des NSI. Dans le cadre de la RMN, d'autres exigences seront définies aux fins de certification. Par conséquent, l'entrepreneur devrait pouvoir ajuster et adopter les nouvelles méthodes et pratiques de certification, comme l'exige le Canada. L'entrepreneur doit fournir des services de GCVM conformément à la description détaillée des services DSD-AJISS-LCMM-001.

L'entrepreneur doit fournir des services de gestion de la configuration conformément à la description détaillée des services DSD-AJISS-LCMM-002.

L'entrepreneur doit assurer la gestion de la documentation du programme de maintenance conformément à la description détaillée des services DSD-AJISS-LCMM-003.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre des propositions de modifications techniques conformément à l'article LCMM-001 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre des propositions de modifications techniques logicielles conformément à l'article LCMM-001 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion de la configuration conformément à l'article PM-007 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport sur les problèmes techniques conformément à l'article LCMM-002 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de vérification de la configuration des navires conformément à l'article LCMM-003 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport sur le rendement et l'état de l'équipement conformément à l'article LCMM-004 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport sur l'état de la certification des appareils de levage conformément à l'article LCMM-005 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un résumé des rapports d'inspection de structure conformément à l'article LCMM-006 de la LDEC.

4.1 Exigences générales en matière de gestion du cycle de vie du matériel (GCVM)

Les objectifs de la gestion du cycle de vie du matériel (GCVM) sont les suivants :

a. garantir de façon explicite que les navires fonctionnent conformément à l'intention du concept (IC);

b. garantir de façon explicite que les navires sont entretenus conformément à l'IC;

c. connaître de façon précise et quantifiable les coûts (main-d'œuvre, matériel, temps) de l'exploitation et de la maintenance des navires pour l'entrepreneur conformément à l'IC;

d. offrir un programme de soutien en service optimal fondé sur les ressources disponibles;

e. s'efforcer continuellement d'atteindre les résultats relatifs au marché en gérant le rendement, en apportant continuellement des améliorations et en faisant preuve d'innovation.

L'entrepreneur doit gérer les activités liées au cycle de vie du matériel des NPEA et des NSI au niveau des navires et de l'équipement conformément aux objectifs et aux priorités des plans de programme de la classe et des plans de programme de groupes d'équipement établis par le MDN. Tous les NPEA et les NSI doivent être gérés conformément à la structure de base du MDN pour la gestion du cycle de vie du matériel (GCVM) des navires.

L'entrepreneur doit s'assurer que des innovations et des améliorations continues sont apportées aux activités de GCVM.

L'entrepreneur doit tenir à jour les registres d'analyse du soutien logistique (RASL) fournis par le MDN pour les NPEA et les NSI.

L'entrepreneur doit réaliser une analyse du coût du cycle de vie.

L'entrepreneur doit effectuer le suivi du coût du cycle de vie de la maintenance et produire des rapports à ce sujet.

4.2 Gestion de l'intention du concept

Les objectifs de la gestion de l'intention du concept (IC) sont les suivants :

- a. s'assurer que l'IC est respectée dans la plus grande mesure possible en ce qui concerne l'adaptation à l'usage prévu, la sécurité et la conformité environnementale;
- b. corriger les lacunes;
- c. améliorer continuellement le rendement.

L'entrepreneur doit évaluer le rendement réel des navires par rapport au rendement indiqué dans l'IC.

L'entrepreneur doit formuler des recommandations au MDN aux fins d'harmonisation de l'IC avec le rendement réel des navires.

L'entrepreneur doit gérer les écarts par rapport à l'IC au moyen d'un processus de gestion des risques officiel et structuré garantissant une visibilité suffisante auprès MDN.

L'entrepreneur doit évaluer la mesure dans laquelle les navires sont exploités conformément à l'IC et les répercussions, le cas échéant, des écarts par rapport à l'exploitation prévue dans l'IC sur l'équipement et les systèmes des navires.

L'entrepreneur doit gérer le processus d'écart et de dispense par rapport à l'intention du concept.

L'entrepreneur doit formuler des recommandations à la Marine royale canadienne (MRC) à propos des marges au niveau des navires et gérer les marges au niveau des navires approuvées.

4.3 Gestion du programme de maintenance (GPM)

La gestion du programme de maintenance (GPM) consiste à réaliser des activités d'amélioration et d'optimisation continues du profil de maintenance de la classe pour un navire ou un système fondé sur l'état du matériel de la classe et les résultats liés à la maintenance.

Les objectifs du Canada en ce qui concerne la gestion du programme de maintenance sont les suivants :

- a. atteindre les objectifs fixés en matière de disponibilité et de fiabilité;
- b. limiter la maintenance aux occasions prévues;
- c. réduire au minimum les coûts de soutien globaux;
- d. réduire les activités de maintenance correctives au niveau le plus faible qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre afin que les répercussions (p. ex., celles attribuables aux temps d'arrêt) et les coûts du cycle de vie soient réduits au minimum;
- e. réduire au minimum la nécessité d'offrir un soutien en déploiement;
- f. réduire au minimum la complexité des réparations;
- g. favoriser l'amélioration continue.

Le programme de maintenance des NPEA et des NSI comprendra la maintenance corrective, les modifications techniques (MT), les essais et études, les instructions et les calendriers pour la maintenance préventive. D'autres documents peuvent s'ajouter au cours de la durée de vie des classes.

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les documents de gestion du programme de maintenance (DGPM) tiennent compte de la configuration et de l'IC des navires conformément à la description détaillée des services DSD-AJISS-LCMM-003.

L'entrepreneur doit :

- a. évaluer l'efficacité de chaque profil de maintenance de la classe en comparant le rendement réel aux objectifs en matière de disponibilité et de maintenabilité précisés dans l'intention du concept (IC);
- b. évaluer les coûts réels du programme de maintenance selon l'analyse du coût du cycle de vie;
- c. évaluer la mesure dans laquelle le navire est entretenu conformément à l'IC;
- d. évaluer les risques d'écart par rapport à l'IC;
- e. reconnaître et saisir les occasions d'amélioration continue et d'optimisation du rendement du matériel et des coûts de soutien;
- f. valider, rationaliser et optimiser les besoins en maintenance au sein de l'IC dans le cadre de l'utilisation réelle du système opérationnel;

g. établir l'ordre de priorité de toutes les activités de gestion de la maintenance en fonction des plans de programme de la classe et des plans de programme du groupe d'équipement fournis par le MDN.

L'entrepreneur doit proposer et cibler des modifications à apporter au programme de maintenance qui contribuent aux objectifs du Canada en ce qui concerne la gestion du programme de maintenance. Les propositions doivent comprendre une analyse de rentabilisation. L'entrepreneur doit effectuer la maintenance conformément aux exigences réglementaires.

4.4 Gestion des modifications techniques

4.4.1 Modifications techniques (MT)

La gestion des modifications techniques (MT) consiste en la gestion de celles-ci à la suite de l'introduction de nouvelles capacités ou du maintien en puissance des capacités existantes. La gestion des MT comprend la gestion des modifications de l'équipement.

Le processus de gestion des MT va de la description des besoins à l'acceptation et à l'installation des éléments modifiés dans la classe. La gestion des MT comprend également la mise en place de la logistique nécessaire et du soutien à l'instruction.

Le MDN peut proposer des MT à l'entrepreneur afin de corriger des lacunes opérationnelles.

L'entrepreneur peut proposer au MDN des exigences relatives aux MT afin de maintenir les capacités existantes lorsque cela est indiqué dans l'analyse de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit gérer les MT à partir de l'approbation de l'énoncé des besoins (EB) par le MDN jusqu'à la capacité opérationnelle totale (COT) de la nouvelle capacité ou de la capacité maintenue en puissance dans la classe.

Dans le cadre de la gestion des modifications techniques à partir de l'EB jusqu'à la COT, l'entrepreneur doit :

- a. s'assurer que les MT sont conformes à l'intention du concept;
- b. vérifier que des marges suffisantes sont disponibles et ont été réservées;
- c. vérifier que les MT sont bien intégrées dans la plateforme, les simulateurs d'entraînement et les installations à terre à l'aide des pratiques exemplaires en matière d'ingénierie des systèmes;
- d. réaliser l'élaboration et l'installation des MT en respectant la portée, le calendrier et les coûts approuvés par le Canada;

e. procéder à une évaluation des effets de la MT sur la sécurité de la base d'« évaluation de la sécurité et autorisation » (ESA).

4.4.2 Propositions de modifications découlant de l'analyse des coûts (PMAC)

L'analyse des coûts est une méthode systématique et créative qui permet d'analyser les travaux à exécuter en vue de réduire les coûts tout en maintenant ou en améliorant le rendement.

L'entrepreneur est invité à mener volontairement une analyse des coûts des travaux à exécuter en demandant à ses propres ressources d'élaborer une proposition de modification technique fondée sur l'analyse des coûts (PMTAC) et de la présenter au Canada à des fins d'autorisation.

Les PMAC permettent de mettre sur pied des initiatives de réduction des coûts. L'entrepreneur est invité à présenter au Canada des analyses de rentabilisation à l'appui des PMAC. Les propositions peuvent être préparées dans le format de l'entrepreneur et peuvent concerner tout travail compris dans l'énoncé du travail à exécuter (ETE). Le Canada a l'intention de partager les économies réalisées avec l'entrepreneur.

Afin d'être traitée comme une PMAC en vertu du présent marché et de faire en sorte que les coûts puissent être partagés, la modification proposée :

- a. doit être acceptée par le Canada;
- b. doit se traduire par des économies pour l'État;
- c. ne doit pas nuire au rendement général, à la qualité, à la maintenabilité, à la fiabilité ou à l'interchangeabilité des NPEA et des NSI.

Chaque PMAC doit être présentée comme une analyse de rentabilisation complète et comprendre au moins les éléments décrits ci-dessous.

- a. Un examen des différences entre la situation existante et la PMAC, une comparaison des avantages et des inconvénients de chacune des situations, une justification dans le cas où une fonction ou une caractéristique d'un article est modifiée, une explication des effets de la modification sur le rendement de l'article final et toute donnée d'essai objective et pertinente.
- b. Une description des exigences qui devront être modifiées si la PMAC est acceptée, y compris les révisions des spécifications suggérées.
- c. Les données financières suivantes, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 - i. une ventilation de prix détaillée concernant le besoin existant;
 - ii. une ventilation de prix révisée démontrant l'incidence de la PMAC sur le besoin;

iii. une estimation des économies réalisées grâce à la PMAC;

iv. une ventilation de prix détaillée concernant les coûts d'élaboration et de mise en œuvre associés à la PMAC.

d. Une mention se rapportant à toute présentation antérieure de cette même PMAC, notamment les dates de soumission et les mesures prises par le Canada.

L'entrepreneur doit présenter la PMAC à l'autorité contractante du Canada.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de mise en œuvre des processus entourant les propositions de modifications découlant de l'analyse des coûts conformément à l'article LCMM-007 de la LDEC.

4.5 Gestion de la configuration

Le programme de gestion de la configuration de l'entrepreneur doit comprendre la gestion de la configuration des systèmes des navires, de l'équipement, du matériel, des micrologiciels, des logiciels et de la formation au sein de la configuration de base de chaque navire.

L'entrepreneur doit exécuter les processus de gestion de la configuration nécessaires à l'appui de la mise en œuvre des modifications techniques apportées au navire et de la solution de soutien.

L'entrepreneur doit garantir de façon continue au MDN l'harmonisation entre la configuration des navires et l'intention du concept correspondante.

4.6 Gestion des pièces de rechange et des stocks

Le concept du soutien des pièces de rechanges en ce qui concerne le marché sera déterminé par le Canada à l'attribution du marché. L'entrepreneur fournira, conformément à l'article CDRL PM-012, un plan de gestion des pièces de rechange afin de fournir une solution d'approvisionnement entièrement externalisée pour le modèle de soutien des pièces de rechange choisi par le Canada.

Dans cette solution, l'entrepreneur effectuera toutes les fonctions de soutien de l'offre et sera responsable de la garde de toutes les pièces de rechange pour lesquelles ils ont été assignés la responsabilité. Les données techniques nécessaires pour entamer le processus d'approvisionnement des pièces de rechange seront transmises à l'entrepreneur dès qu'elles seront disponibles pendant la phase de démarrage. Le Canada prendra en charge toutes les fonctions d'identification et de codage du matériel.

L'environnement électronique des données décrit dans l'annexe « L » suppose un modèle de soutien d'approvisionnement d'entrepreneur appartenant entrepreneur exploité. L'entrepreneur ne doit pas supposer que l'annexe L est le modèle d'approvisionnement attendu ou l'état final désiré. L'article CDRL PM-012 sera développé en collaboration avec le Canada après l'attribution du marché pour déterminer le modèle de gestion des pièces de rechange.

L'entrepreneur doit analyser, hiérarchiser et valider la liste des pièces de rechange recommandées par le constructeur et aviser le MDN de tout changement.

L'entrepreneur doit gérer les pièces de rechange énumérées dans la liste des pièces de rechange recommandées. L'entrepreneur doit ensuite assumer la propriété de toutes les pièces de rechange qu'il s'est procurées.

L'entrepreneur doit maintenir des niveaux appropriés de pièces de rechange afin de respecter les exigences opérationnelles du navire.

À l'appui de l'exigence du présent énoncé du travail à exécuter (ETE) visant à s'assurer que les besoins en matière de disponibilité opérationnelle du calendrier opérationnel sont respectés, l'entrepreneur doit :

- a. fournir les pièces de rechange et les ressources adéquates, au bon moment, au bon endroit et à un coût optimal;
- b. optimiser les niveaux de pièces de rechange et de ressources conservées en stock;
- c. s'assurer que les pièces de rechange et les ressources fournies conviennent à l'usage prévu.

L'entrepreneur doit :

- a. gérer les pièces de rechange et les stocks pour les NPEA et les NSI dans un système de planification des ressources de l'entreprise (PRE);
- b. avoir un système de PRE qui intègre la gestion des pièces de rechange et des stocks à la maintenance et aux modifications techniques;
- c. fournir une compréhension précise et opportune de l'utilisation des pièces de rechange et des ressources par la classe et la classe de l'équipement en fonction des profils opérationnels

standards, lesquels doivent être mis à la disposition du Canada grâce à l'environnement d'information électronique.

L'entrepreneur doit :

- a. s'assurer que les pièces de rechange approuvées par le fabricant d'équipement d'origine (FEO) sont utilisées pour prendre en charge les classes de NPEA et de NSI;
- b. établir et maintenir des procédures visant à garantir qu'aucune pièce contrefaite ou non conforme n'est utilisée dans un assemblage.

L'entrepreneur doit consulter le Canada afin de déterminer la meilleure approche de gestion des stocks et d'entreposage d'« articles à long délai de livraison » de l'entrepreneur qui pourraient avoir de graves répercussions sur la disponibilité opérationnelle.

L'entrepreneur peut faire des substitutions de matériel avec l'aval du Canada. Une substitution de matériel ne doit pas avoir de répercussions sur le rendement, la fiabilité, la sécurité ou la maintenabilité du système d'origine.

L'entrepreneur doit maintenir un registre de tous les détails relatifs aux substitutions de matériel, y compris le soutien technique et les analyses de rentabilisation, et le mettre à la disposition du Canada au moyen de l'échange de données électroniques (EDE) ou de l'environnement collaboratif.

4.7 Gestion de la chaîne d'approvisionnement

L'entrepreneur doit établir, exploiter, maintenir et gérer tous les éléments de la chaîne d'approvisionnement pour permettre la satisfaction des exigences en matière de disponibilité opérationnelle des NPEA et des NSI, tout en réduisant au minimum le coût du cycle de vie et en offrant le meilleur rapport qualité-prix au Canada en qui concerne les systèmes hybrides.

L'entrepreneur doit assurer la gestion de la chaîne d'approvisionnement à l'appui des opérations de la Marine royale canadienne au Canada et à l'étranger pendant les déploiements internationaux

L'entrepreneur doit assurer la gestion de la chaîne d'approvisionnement conformément aux meilleures pratiques commerciales, comme le processus de référence pour les opérations de la chaîne d'approvisionnement (ROCA).

4.8 Gestion des données techniques

L'entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de gestion des données techniques qui intègre les pratiques exemplaires de l'industrie et qui est conforme à son système de gestion intégrée.

L'entrepreneur doit s'assurer que le dossier de données techniques (DDT) est tenu à jour conformément à la description détaillée des services DSD-AJISS-LCMM-002.

L'entrepreneur doit s'assurer que le DDT est conforme à l'intention du concept de la classe et que les données techniques de chacun des NPEA et des NSI tiennent compte de la configuration actuelle du navire.

L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les données techniques fournies par le MDN et générées par l'entrepreneur pour les NPEA et les NSI sont mises à la disposition du Canada grâce à l'environnement d'information électronique (échange de données électroniques et environnement collaboratif).

L'entrepreneur doit veiller à ce que l'équipage des NPEA et des NSI ait accès à des données techniques complètes et actuelles concernant leur navire, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par année.

L'entrepreneur doit veiller à ce que le DDT du navire soit mis à jour à la fin de chaque période de travaux.

L'entrepreneur doit fournir au MDN des dessins préliminaires, des annotations ou d'autres données techniques provisoires pendant la rédaction du DDT.

L'entrepreneur doit veiller à ce que des accords d'assistance technique (AAT) soient établis en ce qui concerne les renseignements contrôlés de l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR) et d'Accès et transfert de la technologie contrôlée (ATTC) pour le DDT, et s'assurer d'obtenir l'autorisation du Canada.

4.8.1 Données techniques

L'entrepreneur doit fournir des données techniques et assurer le soutien des données techniques, au besoin, afin de permettre la prestation de services de soutien dans le cadre du présent énoncé du travail à exécuter (ETE). Le soutien des données techniques comprend les activités et les fonctions connexes nécessaires pour stocker, contrôler, maintenir, gérer et diffuser les données techniques à l'appui du marché.

Le soutien des données techniques doit comporter les éléments décrits ci-dessous :

- a. la maintenance et le contrôle des données techniques;
- b. la mise à jour des données techniques en service;
- c. le soutien supplémentaire des données techniques.

Les données techniques détenues par l'entrepreneur demeureront la propriété du Canada. Elles comprennent les données techniques contrôlées de la configuration et les données techniques gérées, ainsi que les données ou les documents élaborés ou fournis à l'appui des travaux.

4.8.2 Maintenance et contrôle des données techniques

L'entrepreneur doit utiliser un système d'information de gestion (SIG) pour la gestion de toutes les données techniques.

L'entrepreneur doit tenir à jour les données techniques en service et le DDT des navires pour représenter la configuration des plateformes des NPEA et des NSI.

L'entrepreneur doit effectuer le suivi des révisions apportées aux données techniques en service et au DDT des navires afin que le niveau de révision et toute autre mention pertinente quant au statut soient consignés dans son SIG.

L'entrepreneur doit mettre en œuvre un programme de gestion des données techniques qui intègre les pratiques exemplaires de l'industrie et qui est conforme à son système de gestion intégrée.

L'entrepreneur doit stocker et contrôler les données techniques de base, et obtenir, cataloguer et stocker les renseignements techniques de référence et les résultats d'études et de recherches pertinents concernant l'exploitation et la maintenance des navires, en tant que renseignements de référence.

4.8.3 Mise à jour des données techniques en service

L'entrepreneur doit maintenir à jour les éléments de données techniques en service.

L'entrepreneur doit produire tous les nouveaux éléments de données techniques en service, ou ceux qui ont été révisés, dans le même format et les mêmes langues que ceux utilisés pour élaborer les données techniques en service.

L'entrepreneur doit procéder à la vérification de l'exactitude de la traduction conformément à la section 4 de la partie 6 et à la section 2 de la partie 12 de la publication C-01-100-100/AG-006,

Norme – Rédaction, mise en page et production de publications techniques, pour tous les documents traduits.

L'entrepreneur doit fournir un certificat de vérification de l'exactitude de la traduction pour toutes les publications techniques traduites.

L'entrepreneur doit informer le Canada si un autre format de données doit être utilisé ou si des services de traduction sont requis.

4.8.4 Soutien supplémentaire des données techniques

L'entrepreneur peut être tenu de fournir d'autres services de livraison, de reproduction et de diffusion ou de traduction de données techniques.

4.9 Gestion de l'obsolescence

L'entrepreneur doit assumer les fonctions de gestion de l'obsolescence pour maintenir en puissance les capacités et les opérations des NPEA et des NSI au cours de leur durée de vie utile. L'entrepreneur doit assurer la gestion de l'obsolescence pour tout l'équipement installé sur les NPEA et les NSI, tous les logiciels et les micrologiciels installés sur les NPEA et les NSI, le matériel, les pièces de rechange, les outils et équipements d'essai spécialisés (OEES) et les dossiers de données techniques, incluant les publications et les dessins, et l'environnement intégré des données (EID).

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport sur les cas d'obsolescence, conformément à l'article DISP-001 de la LDEC et à l'article DID-AJISS-DISP-001 connexe.

4.10 Gestion de l'aliénation

L'entrepreneur doit aliéner les pièces de rechange réparables, les articles consommables et les autres équipements qui ne sont plus réparables ou nécessaires. Cela inclut l'aliénation de toutes les matières dangereuses et la démilitarisation des marchandises contrôlées en conformité avec les règlements locaux, provinciaux, fédéraux et internationaux applicables.

Si le Canada est propriétaire du matériel, l'entrepreneur doit obtenir l'autorisation du Canada avant de procéder aux activités d'aliénation.

5. Chapitre 5 – Gestion du calendrier technique

Le présent chapitre vise à décrire les services de gestion du calendrier technique que l'entrepreneur doit fournir.

La gestion du calendrier technique comprend la collaboration entre le programme de soutien du matériel local (formation) et le programme opérationnel. Grâce à la gestion du calendrier technique, un plan technique est élaboré; celui-ci harmonise les besoins en matière de maintenance et les périodes de travaux prévues avec la disponibilité des navires. La gestion du calendrier technique permet également de veiller à ce que les ressources limitées de soutien du matériel locales soient privilégiées et affectées aux navires en fonction des besoins du programme opérationnel.

Les objectifs de la gestion du calendrier technique sont de veiller au maintien des navires conformément à l'IC et à l'optimisation de la prestation de services dans l'ensemble de la MRC afin d'appuyer le programme opérationnel.

5.1 Plan de gestion de l'état de préparation (PGEP) de la Marine royale canadienne (MRC)

Le plan de gestion de l'état de préparation (PGEP) de la Marine royale canadienne (MRC) attribue à chaque Navire canadien de Sa Majesté l'un des quatre niveaux de préparation décrits ci-dessous.

- a. La disponibilité opérationnelle sur long préavis (DOLP) est attribuée aux actifs qui sont retirés de l'état opérationnel aux fins de maintenance prolongée au deuxième ou au troisième échelon, comme une période en cale sèche (PCS).
- b. La disponibilité opérationnelle restreinte (DOR) est attribuée aux actifs lorsqu'ils effectuent la transition entre les niveaux de disponibilité opérationnelle et qu'ils sont soumis aux restrictions imposées sur leur emploi opérationnel. La DOR s'applique principalement aux navires dont les lacunes en personnel, en matériel ou en formation peuvent considérablement limiter l'emploi.
- c. La disponibilité opérationnelle normale (DON) représente le niveau normal de disponibilité opérationnelle de toute la capacité opérationnelle maritime de l'ensemble de la Marine, en excluant les combats de haute intensité dans l'ensemble du spectre.
- d. Le niveau de disponibilité opérationnelle élevée (DOE) est attribué aux navires qui sont capables d'effectuer toute la gamme des opérations de combat.

L'attribution d'un niveau précis de disponibilité opérationnelle à chaque navire ne suivra pas un rythme unique et identique pour tous les navires. Par nécessité, une certaine souplesse est requise afin de tenir compte des différences dans les exigences, des conflits d'horaire, des modèles de déploiement opérationnel et d'autres considérations. Par conséquent, les commandants de formation et les commandants de la flotte ont le pouvoir de modifier l'attribution des niveaux et les périodes de disponibilité opérationnelle au sein du cycle opérationnel d'un navire.

5.2 Planification de la formation

Les deux formations, les Forces maritimes de l'Atlantique (FMAR[A]) et les Forces maritimes du Pacifique (FMAR[P]), produisent chacune un calendrier opérationnel annuel (année financière), qui constitue le document principal pour planifier et établir les niveaux de disponibilité opérationnelle de la flotte opérationnelle, des établissements à terre et des installations de maintenance à l'appui. Les processus de gestion du calendrier des opérations et de la disponibilité opérationnelle des formations figurent dans les documents OFMAR(A) 45-1 et OFMAR(P) 045-1. Les calendriers opérationnels sont des documents classifiés.

Chaque calendrier opérationnel sera élaboré en tenant compte des besoins des fournisseurs de soutien en service, ce qui inclut l'entrepreneur, afin de s'assurer qu'un nombre suffisant de périodes de maintenance spécialisée d'une durée appropriée sont prévues pour assurer la disponibilité opérationnelle continue des navires et leur capacité à accomplir les tâches assignées. Il s'agit d'un processus itératif.

L'entrepreneur doit contribuer à l'élaboration du calendrier technique ou du plan de soutien de la flotte en :

- a. indiquant au MDN les besoins en matière de soutien en service pour chaque NPEA et NSI soutenu afin de les inclure dans la planification du calendrier opérationnel;
- b. incluant les priorités établies par le MDN dans les plans de programme des classes de NPEA et de NSI et les plans de programme du groupe d'équipement aux données de la planification du calendrier opérationnel;
- c. participant à l'élaboration itérative de la version définitive du calendrier de planification opérationnel. Le processus exact encadrant la participation de l'entrepreneur à la planification du calendrier opérationnel sera établi par le MDN.
- d. coordonnant et en créant une matrice des responsabilités pour la maintenance de deuxième niveau pour les systèmes hybrides dans le cadre du plan de fonctionnement annuel de la prestation de services.

5.3 Plans de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS)

L'entrepreneur doit fournir les plans de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS) pour les FMAR(A) sur la côte est et les FMAR(P) sur la côte ouest.

5.4 Gestion en cours d'année

L'entrepreneur doit gérer les périodes de travaux courtes conformément aux PFAPS grâce à un processus structuré visant à s'assurer que les systèmes essentiels à la prochaine période opérationnelle sont bien entretenus.

Pendant les périodes de disponibilité, les NPEA et les NSI seront disponibles du lundi au vendredi, de 7 h 45 à 15 h 45, selon les heures normales de travail de l'équipage, ou selon un autre horaire convenu par l'entrepreneur avec le MDN, au cas par cas.

L'entrepreneur peut accéder au navire lorsqu'il est à quai, en dehors des périodes de travaux, et effectuer la maintenance, à condition que cela n'interfère pas avec le calendrier opérationnel.

L'entrepreneur doit faire preuve de souplesse à l'égard des modifications dans la disponibilité des navires en raison d'événements qui auront des répercussions sur ses travaux et ceux de ses sous-traitants et il doit gérer ces situations. Bon nombre de ces événements sont impossibles à prévoir, comme les interférences causées par les travaux exécutés sur des navires adjacents, les situations d'urgence ou les exercices d'urgence au sein de l'arsenal maritime, les mouvements des navires par le capitaine de port de Sa Majesté ou les modifications dans la disponibilité des ressources de l'arsenal maritime. Seuls les travaux des sous-traitants touchés par ces modifications peuvent être considérés comme de nouveaux travaux.

L'entrepreneur doit gérer tous les besoins opérationnels urgents et imprévus ainsi que leurs répercussions potentielles sur le plan de fonctionnement annuel du programme, le plan de gestion du programme de SESNN et la certification d'assurance du matériel naval.

L'entrepreneur doit fournir des services de gestion du calendrier technique conformément à la description détaillée des services DSD-AJISS-TSM-001.

6. Chapitre 6 – Prestation de services

6.1 Exigences générales en matière de prestation de services

Le présent chapitre vise à décrire la fonction de prestation de services que l'entrepreneur doit assumer. La prestation de services comprend la gestion et l'exécution de la maintenance préventive, de la maintenance corrective, des essais, de la réparation et de la révision et des modifications techniques (intégration ou maintien en puissance des capacités) liés aux navires, ainsi que la gestion du matériel. Lorsqu'elles sont disponibles, des trousse de soutien logistique intégré (SLI) seront fournies, lesquelles contiendront les instructions et les calendriers pour la maintenance préventive qui doit être effectuée par l'entrepreneur ou le MDN. Le système d'enregistrement du MDN pour la maintenance est le Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD).

Les demandes de travail connaîtront périodiquement une augmentation subite en raison de besoins opérationnels urgents et imprévus qui ne sont pas définis dans le plan de fonctionnement annuel du programme et qui doivent être gérés à l'aide du plan de gestion des risques (DID-AJISS-PM-006).

L'entrepreneur doit s'assurer que la maintenance, les services et les essais connexes sont effectués afin que les exigences en matière de disponibilité opérationnelle du calendrier opérationnel soient respectées.

Lorsque les travaux sont terminés, l'entrepreneur doit coordonner l'utilisation de l'équipage du navire pour mettre les systèmes en marche de manière à mener à bien les essais des systèmes de bord pendant que le navire se trouve sous la responsabilité du MDN. Lorsque le navire se trouve sous la responsabilité de l'entrepreneur, on pourrait faire appel à l'équipage. Cependant, l'entrepreneur doit être prêt à exploiter les équipements en toute sécurité, grâce à du personnel qualifié et expérimenté, si l'équipage n'est pas disponible. Lorsqu'un équipement interagit avec d'autres systèmes, l'entrepreneur doit réaliser un essai à plus grande échelle pour s'assurer que les systèmes fonctionnent bien ensemble.

L'entrepreneur doit coordonner l'utilisation de l'équipage du navire pour mettre les systèmes en marche de manière à mener à bien les essais des systèmes de bord.

Les services responsables des opérations des installations de maintenance de la flotte (IMF) coordonneront les activités du secteur riverain au sein des arsenaux maritimes. L'entrepreneur doit assurer la coordination avec le service responsable des opérations de l'IMF avant de procéder à toute activité de maintenance qui pourrait avoir des effets sur la sécurité ou sur d'autres navires ou jetées de l'arsenal maritime.

Le MDN prendra certaines mesures limitées pour accommoder l'entrepreneur au sein du service responsable des opérations de l'IMF afin de permettre à l'entrepreneur de coordonner et de mener les activités de prestation de services.

L'entrepreneur doit réaliser les travaux des périodes de travaux courtes dans les arsenaux maritimes respectifs et ceux des périodes en cale sèche dans la région du port d'attache de chaque navire.

L'entrepreneur doit préparer, soumettre et tenir à jour le plan de projet pour la prestation de services (PPPS) conformément à l'article TSM-003 de la liste des données essentielles au contrat (LDEC) pour tous les travaux réalisés à l'intérieur et à l'extérieur des périodes de travaux courtes et des périodes en cale sèche.

L'entrepreneur doit communiquer les progrès réalisés aux représentants du MDN et à d'autres organisations au besoin.

L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions communes de l'annexe W - (30 septembre 2015) qui porte sur l'énoncé des travaux logistiques pour les marchés de réparation et de révision, y compris la réparation de principales pièces sujettes à des avances comptables, au pays ou à l'étranger.

6.2 Services de production

L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des services de production nécessaires au soutien des NPEA et des NSI. Ces services incluent notamment ceux qui sont décrits ci-dessous.

- a. L'intégration ou le maintien en puissance des capacités, y compris :
 - i. le retrait des systèmes et de l'équipement existants, y compris leur aliénation appropriée;
 - ii. l'installation et la mise en marche des nouveaux systèmes et du nouvel équipement;
 - iii. la modification des systèmes et de l'équipement existants;
 - iv. la réalisation des activités de mise en marche, d'examen, d'essais et d'acceptation des systèmes et de l'équipement, nouveaux ou modifiés.
- b. Le soutien aux capacités à titre de fournisseur de services de maintenance principal (FSMP), ainsi qu'en fonction de la demande, pendant les périodes où l'entrepreneur est FSMS :
 - i. mener toutes les activités de maintenance préventive de deuxième niveau et de troisième niveau;
 - ii. mener toutes les activités de maintenance corrective de deuxième niveau et de troisième niveau;
 - iii. mener les activités de maintenance préventive de premier niveau comme une nouvelle tâche de travail;
 - iv. mener les activités de maintenance corrective de premier niveau comme une nouvelle tâche de travail.
- c. Exigences relatives au transfert de l'équipement.
- d. Réparation et révision (R et R) de l'équipement :
 - i. déterminer le niveau d'effort et la fréquence des services de R et R requis pour l'équipement;
 - ii. prévoir la fourniture adéquate de pièces de rechange pour assurer la disponibilité opérationnelle de l'équipement et des systèmes;
 - iii. s'assurer que les programmes de R et R prévoient un équilibre entre la disponibilité des pièces de rechange et le rapport coût-efficacité;
 - iv. déterminer quels composants peuvent être réutilisés après le réusinage ou la remise à neuf.
- e. Réalisation de tests, d'essais, d'inspections et d'enquêtes périodiques et non planifiés, y compris la mise à l'essai des réservoirs sous pression, la mise à l'essai des appareils de levage, l'inspection périodique de la coque et la surveillance du respect des exigences en matière de certificats de conformité de l'autorité réglementaire du matériel naval (ARMN).
- f. Soutien aux essais périodiques effectués par l'équipage du navire, y compris, sans toutefois s'y limiter, la mise à l'essai des systèmes de propulsion, les essais en mer annuels, et les essais sur banc d'essai et en bassin.
- g. Production et livraison de tous les rapports ou certificats de tests, d'essais, d'inspections ou d'enquêtes.
- h. Soutien aux navires déployés.

La plupart des activités de maintenance des deuxième et troisième échelons seront menées conformément à l'échéancier des PTCO ou des PCS. Tous les travaux requis en dehors de ces

périodes de travail désignées doivent se faire sans entraver le respect des exigences opérationnelles du navire.

Tous les travaux liés aux services de production doivent être consignés dans le Système d'information de gestion – Maintenance de l'entrepreneur dans les deux jours ouvrables suivant la date à laquelle l'activité de maintenance a été acceptée par les services de soutien comme étant effectuée ou cinq (5) jours après la fin de la PTCO ou la PCS.

6.3 Services techniques

L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des services techniques nécessaires au soutien des NPEA et des NSI, notamment :

- a. les services de dépannage fournis aux navires et à la collectivité opérationnelle (Marine royale canadienne);
- b. l'élaboration d'instructions pour la maintenance corrective et d'autres documents techniques dans le but d'appuyer les activités liées à la prestation de services;
- c. les activités d'analyse et de conception techniques à l'appui des activités liées à la prestation de services;
- d. l'évaluation des risques techniques à l'intention des autorités opérationnelles de la Marine royale canadienne;
- e. la préparation d'analyses de rentabilisation (AR) ou l'aide à la préparation d'AR pour appuyer le processus de prise de décision;
- f. l'expertise en matière de NPEA et de NSI;
- g. le soutien technique et la coordination aux installations, aux tests et aux essais;
- h. la certification et tenue des dossiers de certification de systèmes particuliers conformément à la DID-AJISS-LCMM-005 et à l'article DID-AJISS-LCMM-006, le cas échéant;
- i. la spécification normalisée maximale sur la maintenance et la réparation des navires, les manuels du fabricant d'équipement d'origine et les schémas des systèmes;
- j. les évaluations des effets sur la sécurité à l'intention des autorités opérationnelles de la Marine royale canadienne.

6.4 Services de gestion du matériel

L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des services de gestion du matériel nécessaires au soutien des NPEA et des NSI, notamment :

- a. une quantité de pièces de rechange suffisante pour 120 jours à bord de chaque NPEA;
- b. une quantité de pièces de rechange suffisante pour 180 jours à bord de chaque NSI;
- c. des quantités suffisantes de pièces de rechange destinées à la maintenance de niveau deux et trois pour les navires des classes NPEA et NSI.

L'entrepreneur doit entreposer, entretenir, étalonner, certifier, réparer et modifier tous les outils et équipements d'essai spécialisés (OEES) appartenant au ministère de la Défense, et il doit en contrôler l'inventaire. Le remplacement de l'équipement perdu ou endommagé en raison de la négligence de l'entrepreneur ou de l'un de ses sous-traitants est à la charge de l'entrepreneur, y compris tous les coûts connexes.

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les OEES sont entretenus et étalonnés conformément aux spécifications applicables. L'utilisation d'OEEs inactifs détenus par les IMF sera coordonnée par le FSMP compétent.

L'entrepreneur doit tenir à jour un registre d'étalonnage afin de suivre l'état de l'étalonnage de tous les OEES.

L'entrepreneur doit s'assurer que les OEES dont a besoin l'équipage du navire pour procéder à la maintenance se trouvent à bord du navire ou sont disponibles au besoin.

6.5 Soutien à la maintenance des navires déployés

L'entrepreneur doit assurer le soutien à la maintenance et le soutien logistique aux navires déployés, qui comprennent notamment les fonctions suivantes :

a. la planification de l'affectation d'employés de l'entrepreneur ou de représentants des services techniques (RST), ainsi que l'attribution de pièces, d'outils et d'équipement à tout port d'escale au Canada ou à l'étranger;

b. la capacité de soutenir les navires partout où ils sont déployés;

Les frais de déplacement et de subsistance des employés de l'entrepreneur doivent être autorisés par l'émission d'une nouvelle tâche de travail, pour les travaux effectués ailleurs qu'à Halifax et à Esquimalt.

Toutes les activités de soutien à la maintenance et à la logistique des navires déployés seront considérées comme de nouveaux travaux.

7. Chapitre 7 – Services de soutien à l’instruction

Le présent chapitre vise à décrire les services de soutien à l’instruction que l’entrepreneur doit fournir. L’entrepreneur est responsable de la maintenance de tous les dispositifs de formation et des simulateurs, ainsi que des changements apportés aux documents d’instruction et aux didacticiels. Tout au long de la durée de vie des plateformes, il sera peut-être nécessaire de fournir des services d’instruction.

Les projets visant les NPEA et les NSI comporteront des systèmes d’instruction, des simulateurs, des didacticiels, des documents et des infrastructures d’instruction, ainsi qu’une formation des membres du cadre initial d’instructeurs (FMCII).

7.1 Modifications au matériel d’instruction

L’entrepreneur doit soumettre au MDN des recommandations en matière d’instruction lorsque des changements importants sont apportés aux plateformes, aux systèmes, aux sous-systèmes et à l’équipement des NPEA et des NSI, ainsi qu’aux simulateurs et aux simulateurs d’entraînement connexes.

L’entrepreneur doit préparer et fournir un plan de propositions de modifications au matériel d’instruction, conformément à l’article TRG-001 de la LDEC.

7.1.1 Soutien au matériel d’instruction

L’entrepreneur doit fournir des services de soutien au matériel d’instruction. Ces services incluent entre autres les fonctions décrites ci-dessous.

a. Modification des documents d’instruction :

- i. l’entrepreneur doit modifier les documents d’instruction afin que ceux-ci incluent les modifications qui doivent être apportées aux « qualifications, normes et plans » (QNP), y compris les corrections rédactionnelles, les mises à jour de documents de référence, les modifications découlant de celles apportées à la configuration d’ingénierie pour chaque plateforme de navire et l’ajout de documents de formation pour les acquisitions liées à la plateforme de navire en question;
- ii. L’entrepreneur doit utiliser le Réseau d’apprentissage de la Défense (RAD) pour tenir à jour et conserver tous les documents de formation.

b. Modification des didacticiels :

- i. l’entrepreneur doit modifier les didacticiels afin que ceux-ci incluent toutes les modifications qui doivent être apportées aux QNP, y compris les corrections rédactionnelles, les mises à jour de documents de référence, les modifications découlant de celles apportées à la configuration d’ingénierie pour chaque plateforme de navire et l’ajout de documents d’instruction pour les acquisitions liées à la plateforme de navire en question;
- ii. l’entrepreneur doit utiliser le RAD pour tenir à jour et conserver tous les didacticiels;
- iii. l’entrepreneur doit assurer la gestion de la configuration et l’amélioration continue de tous les didacticiels des NPEA et des NSI;
- iv. l’entrepreneur doit tenir à jour les didacticiels et en élaborer de nouveaux conformément aux normes et aux spécifications du modèle de référence pour objets de contenu partageable (SCORM, pour « Shareable Content Object Reference Model ») approuvé par le MDN;
- v. l’entrepreneur doit tenir à jour et fournir tous les didacticiels et documents de référence du SESNN dans les deux langues officielles.

c. Entretien et exploitation des dispositifs d’entraînement et des simulateurs conformément à l’intention du concept de la classe :

- i. l'entrepreneur doit entretenir tous les dispositifs d'entraînement et les simulateurs connexes du SESNN;
- ii. l'entrepreneur doit assurer la gestion de la configuration et l'amélioration continue de tous les dispositifs d'entraînement et simulateurs connexes du SESNN.

7.1.2 Gestion de l'instruction

L'entrepreneur pourrait être appelé à fournir des services de gestion de l'instruction, incluant :

- a. la gestion des programmes d'instruction;
- b. la préparation des calendriers d'instruction;
- c. la coordination avec les organismes du MDN;
- d. l'offre d'installations d'instruction;
- e. l'offre de matériel de formation;
- f. la facilitation des cours et de l'utilisation des dispositifs d'instruction.

7.1.3 Offre de l'instruction

L'entrepreneur pourrait être appelé à fournir des services d'offre de l'instruction, incluant :

- a. l'administration des cours;
- b. l'évaluation des participants aux cours;
- c. l'administration des cours.

8. Chapitre 8

Le présent chapitre est intentionnellement laissé en blanc.

9. Chapitre 9 – Environnement intégré des données (EID)

9.1 Introduction

Le présent chapitre vise à décrire les besoins en matière de services de gestion de l'information et des données à l'appui de l'environnement intégré des données (EID). L'entrepreneur sera responsable de la gestion des données de transaction et des renseignements techniques afin d'appuyer les plateformes des NPEA et des NSI pendant toute la durée de leur cycle de vie respectif.

9.2 Portée

L'entrepreneur doit concevoir, mettre sur pied et maintenir sa propre infrastructure de technologie de l'information (TI), ainsi que les plans, politiques et processus connexes pour permettre l'interopérabilité avec le système de planification des ressources de l'entreprise (PRE) du Canada, aussi appelé « Système d'information de gestion des ressources de la Défense » (SIGRD). La fonctionnalité des systèmes d'information de l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences opérationnelles décrites dans le présent énoncé du travail à exécuter (ETE). En outre, l'infrastructure de TI que l'entrepreneur doit mettre sur pied et maintenir doit être configurée de manière à satisfaire aux exigences en matière d'échange de données décrites dans le présent chapitre. L'entrepreneur doit se conformer à l'annexe S - Lignes directrices liées aux données de base du SIGRD pour la flotte de la MRC afin de contribuer aux efforts d'interopérabilité de TI.

9.3 Description de l'environnement intégré des données (EID) du SESNN

L'EID est composé de tous les systèmes de données et infrastructures de TI de soutien destinées à satisfaire aux exigences de gestion de programmes des classes de navires des NPEA et des NSI. Les données et les infrastructures de soutien seront gérées à la fois par l'entrepreneur et par le Canada. Nous dressons un schéma de l'EID à la figure 1.

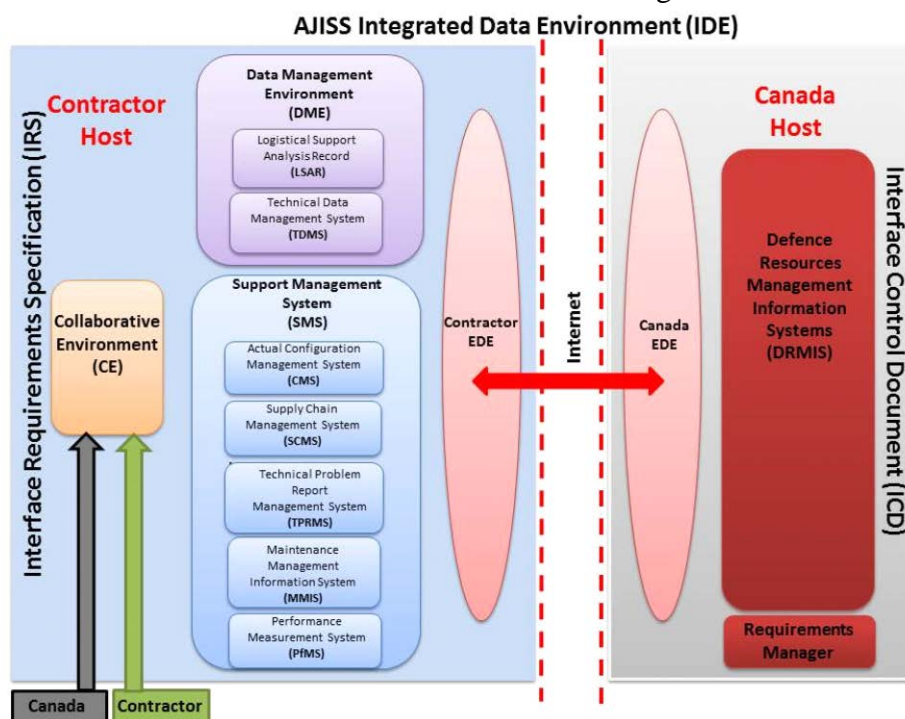


Figure 1 – Schéma de l'environnement intégré des données (EID) du SESNN

AJISS Integrated Data Environment (IDE)	Environnement intégré des données du SESNN
Interface Requirements Specification (IRS)	Spécification des exigences d'interface
Contractor Host	Hôte de l'entrepreneur
Collaborative Environment (CE)	Environnement collaboratif
Canada	Canada
Contractor	Entrepreneur
Data Management Environment (DME)	Environnement de gestion de données
Logistical Support Analysis Record (LSAR)	Relevé d'analyse du soutien logistique
Technical Data Management System (TDMS)	Systèmes de gestion de données techniques
Support Management System (SMS)	Systèmes de gestion de soutien
Actual Configuration Management System (CMS)	Système de gestion de la configuration finale
Supply Chain Management System (SCMS)	Système de gestion de la chaîne d'approvisionnement
Technical Problem Report Management System (TPRMS)	Système de gestion des rapports sur les problèmes techniques
Maintenance Management Information System (MMIS)	Système d'information de gestion – Maintenance
Performance Measurement System (PfMS)	Système de mesure du rendement
Contractor EDE	Système d'échange de données électroniques (EDE) de l'entrepreneur
Internet	Internet
Canada EDE	Système d'EDE du Canada
Canada Host	Hôte du Canada
Defence Resources Management Information Systems (DRMIS)	Système d'information de gestion des ressources de la Défense
Requirements Manager	Gestionnaire des exigences
Interface Control Document (ICD)	Document de contrôle des interfaces

L'entrepreneur doit préparer, soumettre et tenir à jour une description de l'architecture des systèmes conformément à l'article IDE-001 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer, soumettre et tenir à jour une spécification des interfaces de l'EID conformément à l'article IDE-002 de la LDEC.

L'entrepreneur doit préparer, soumettre et tenir à jour un plan d'essais pour l'EID conformément à l'article IDE-003 de la LDEC.

L'entrepreneur doit réaliser des essais d'intégration mixtes (EIM) avec le Canada conformément au plan d'essais pour l'EID (DID-AJISS-IDE-003) afin de vérifier la mise en œuvre du concept conformément à la spécification des interfaces de l'EID (DID-AJISS-IDE-002) de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit procéder à une validation des données de base du Système d'information de gestion des ressources de la Défense (SIGRD) conformément à la DSD-AJISS-IDE-001.

9.4 Composants de l'environnement intégré des données hébergés par l'entrepreneur

L'entrepreneur doit héberger les composants de l'environnement intégré des données (EID) suivants :

- a. Environnement de gestion de données (EGD);
- b. Systèmes de gestion de soutien;
- c. Environnement d'information électronique (EIE); qui comprend les éléments suivants :
 - i. un système d'échange de données électroniques (EDE);
 - ii. un environnement collaboratif.

9.4.1 Environnement de gestion de données (EGD)

L'entrepreneur doit concevoir, mettre sur pied, gérer et maintenir l'environnement de gestion de données (EGD) en conformité avec les règles et fonctions opérationnelles de la norme S1000D, version 4.1.

L'entrepreneur et le Canada devront définir conjointement les règles et fonctions opérationnelles de la norme S1000D pour soutenir le l'EGD grâce à un groupe de travail.

Nous dressons un schéma de l'EGD à la figure 2.

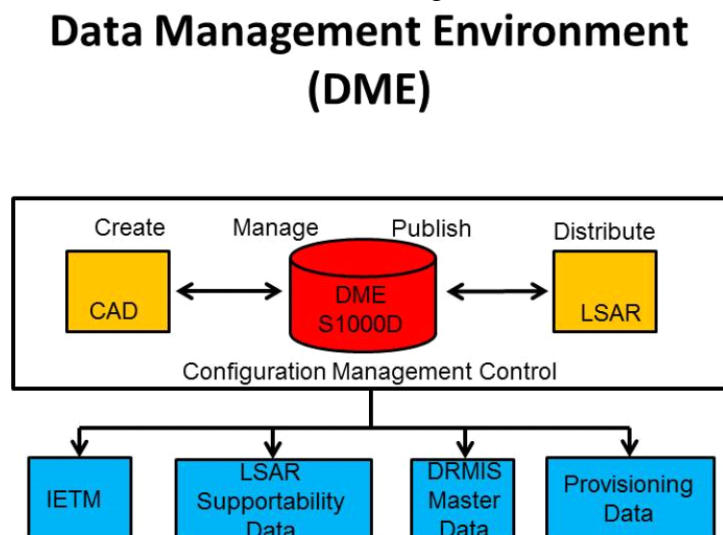


Figure 2 – Schéma de l'environnement de gestion de données

Data Management Environment (DME)	Environnement de gestion de données
Create	Création
Manage	Gestion
Publish	Publication
Distribute	Distribution
CAD	Conception assistée par ordinateur (CAO)
DME S1000D	EGD – Norme S1000D
LSAR	RASL
Configuration Management Control	Contrôle de la gestion de la configuration

IETM	MTEI
LSAR Supportability Data	Données sur la soutenabilité du RASL
DRMIS Master Data	Données de base du SIGRD
Provisioning Data	Données d'approvisionnement

L'environnement de gestion de données (EGD) est l'environnement dans lequel les données de base de la classe seront gérées. L'EGD est composé des éléments suivants :

- a. le relevé d'analyse du soutien logistique (RASL);
- b. le Système de gestion de données techniques (SGDT).

9.4.1.1 Relevé d'analyse du soutien logistique (RASL)

L'entrepreneur doit tenir à jour le système de relevés d'analyse du soutien logistique (RASL) et l'ensemble de données à l'appui des RASL fourni par le Canada.

L'ensemble de données des RASL doit être conforme à la norme 0007 en matière de données de la Government Electronics and Information Technology Association (GEIA).

Le RASL formera la base de la soutenabilité et la source des données de base.

9.4.1.2 Systèmes de gestion de données techniques (SGDT)

L'entrepreneur doit maintenir un dossier de données techniques (DDT) complet, ce qui inclut la gestion de dessins techniques, des dessins en deux dimensions et en trois dimensions et des publications connexes pour chaque classe de navire.

9.4.2 Systèmes de gestion de soutien (SGS)

L'entrepreneur doit concevoir, maintenir et gérer les systèmes de gestion de soutien (SGS) nécessaires pour soutenir les systèmes opérationnels et les systèmes de gestion du rendement de l'entrepreneur conformément au présent énoncé du travail à exécuter (ETE).

9.4.2.1 Système de gestion de la configuration (SGC) des plateformes

L'entrepreneur doit tenir à jour les configurations de navire finales sur la base des processus opérationnels, conformément à la trousse « Document de contrôle des interfaces d'échange de données électroniques » (DCI-EDE) présentée à l'annexe L.

Le système de gestion de la configuration (SGC) identifie tous les éléments de configuration connexes et la structure connexe pour les NPEA et les NSI.

9.4.2.2 Système de gestion de la chaîne d'approvisionnement (SGCA)

L'entrepreneur doit fournir un système de gestion de la chaîne d'approvisionnement (SGCA) et le tenir à jour.

Le SGCA doit comprendre les informations qui suivent :

- a. niveau des stocks et des pièces de rechange;
- b. documentation technique supplémentaire relative à l'approvisionnement.

9.4.2.3 Système d'information de gestion – Maintenance (SIGM)

L'entrepreneur doit fournir un système d'information de gestion – Maintenance (SIGM) et le tenir à jour.

Le SIGM doit comprendre et consigner toutes les demandes de travaux et tous les renseignements sur les commandes de travail.

9.4.2.4 Système de gestion des problèmes techniques (SGPT)

L'entrepreneur doit fournir et tenir à jour un système de gestion des problèmes techniques (SGPT), qui comprend les éléments suivants :

- a. le problème;
- b. le délai de résolution;
- c. le degré d'urgence;
- d. le bureau de première responsabilité;
- e. la capacité de joindre et de gérer des photos et d'autres objets.

9.4.2.5 Système de mesure du rendement (SMR)

L'entrepreneur doit préparer et tenir à jour un système de mesure du rendement (SMR) conformément au chapitre 11.

9.4.3 Environnement d'information électronique (EIE)

L'environnement d'information électronique (EIE) servira à appuyer l'échange des données de transaction et des informations techniques, à saisir les données requises sur le rendement et à faciliter la gestion collaborative du programme dans le cadre du marché, conformément au concept des opérations de l'EIE de la Marine (annexe M).

L'EIE fournit une architecture de technologies de l'information (TI) partagée qui permet l'échange d'information entre le Canada et l'entrepreneur.

L'EIE comporte deux éléments :

- a. un système d'échange de données électroniques (EDE);
- b. un environnement collaboratif.

9.4.3.1 Échange de données électroniques (EDE)

Le Canada a créé le concept d'échange de données électroniques (EDE) pour faciliter l'échange de données avec ses entrepreneurs.

L'entrepreneur doit concevoir, mettre sur pied, gérer et maintenir le système d'EDE « Canada-Entrepreneur » approuvé par le Canada conformément au plan de soutien à la gestion des données (PSGD) et aux documents de contrôle des interfaces (DCI) traitant de l'EDE.

Le système d'EDE permettra l'échange de données en temps réel entre le système de planification des ressources de l'entreprise du Canada et le système de gestion de l'information de l'entrepreneur.

La spécification technique de l'EDE et les DCI connexes seront préparés par le Canada et fournis à titre de « renseignements fournis par le gouvernement » (RFG). Le document « Lignes directrices pour l'environnement d'information électronique (EIE) de la Marine » (annexe L) présente une description des DCI.

9.4.3.2 Processus opérationnels entourant l'EDE

Le système d'échange de données électroniques (EDE) doit permettre l'exécution des processus opérationnels conformément aux spécifications des documents de contrôle des interfaces (DCI).

9.4.3.3 Environnement collaboratif (EC)

L'environnement collaboratif (EC) est un environnement virtuel qui facilite la gestion de programme entre l'entrepreneur et le Canada.

L'entrepreneur doit concevoir, mettre sur pied, gérer et maintenir l'EC conformément au plan de soutien à la gestion des données (PSGD) et à la spécification des exigences (SE) traitant de l'EC présentée à l'annexe K approuvée par le Canada.

9.4.3.4 Services administratifs fournis dans le cadre de l'environnement collaboratif (EC)

L'environnement collaboratif (EC) sera mis en œuvre en deux phases (voir la figure 3) :

Phase 1. L'entrepreneur doit concevoir, mettre sur pied, maintenir et gérer un EC intérimaire pendant la phase de transition. L'EC intérimaire est essentiellement un environnement partagé par lequel les documents du programme seront partagés avec le Canada et à travers lequel il sera possible d'avoir accès aux systèmes d'information de gestion de l'entrepreneur. L'objectif de l'EC intérimaire consiste à assurer un niveau rudimentaire de partage de l'information au cours de la phase de transition. L'annexe O présente les besoins opérationnels fonctionnels à la base de la spécification des exigences (SE) initiale traitant de l'EC.

Phase 2. Au cours de la phase d'état stable, l'entrepreneur doit concevoir, mettre sur pied, maintenir et gérer un EC final qui tient compte des besoins fonctionnels et opérationnels supplémentaires identifiés dans la spécification des exigences (SE) finale traitant de l'EC (annexe O).

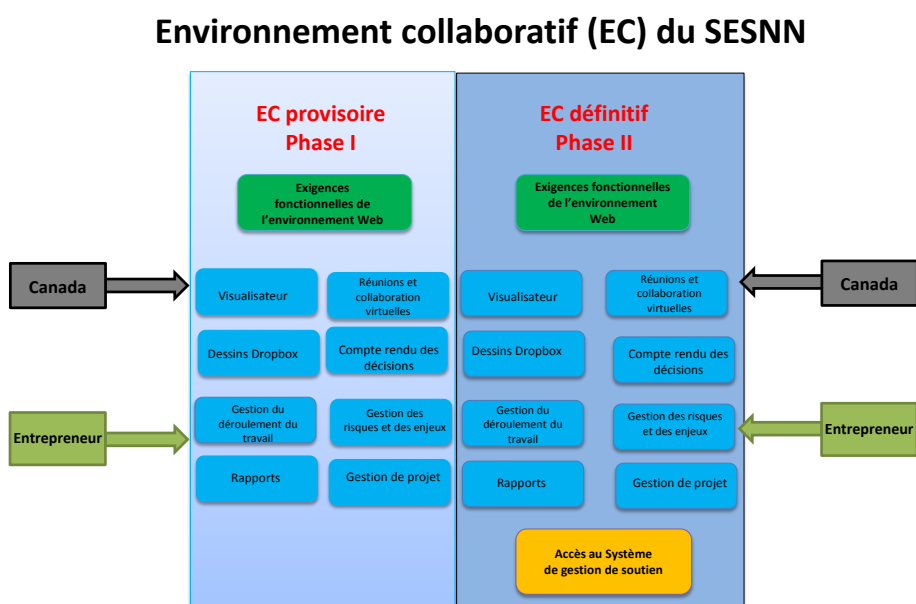


Figure 3 – Schéma de l'environnement collaboratif (EC) du SESNN

9.4.3.5 Rapports

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du Canada tous les rapports, plans, calendriers et autres produits livrables exigés dans l'EC conformément au présent énoncé du travail à exécuter (ETE).

9.5 Composants de l'environnement intégré des données (EID) hébergés par le Canada

Le Canada hébergera les composants suivants de l'environnement intégré des données (EID) :

- a. le Système d'information de gestion des ressources de la Défense (SIGRD);
- b. le système rationnel DOORS (Dynamic Object Oriented Requirements System) d'IBM;
- c. le système d'échange de données électronique (EDE) du Canada.

9.5.1 Système d'information de gestion des ressources de la Défense (SIGRD)

Le Système d'information de gestion des ressources de la Défense (SIGRD) est un outil ministériel de planification des ressources de l'entreprise (PRE) basé sur le logiciel pour entreprises SAP.

Le Canada utilise le SIGRD pour gérer les données de base, les activités de maintenance, les rapports de problèmes techniques, les modifications techniques et la gestion des fournitures conformément au document « Description du SIGRD de la Marine » (annexe Q). Le matériel sous la responsabilité du MDN est visible dans le SIGRD.

9.5.2 Gestion des besoins par le système DOORS d'IBM

Le Canada gérera les besoins opérationnels de base des NPEA et des NSI à l'aide d'une base de données de gestion des besoins (Rational DOORS d'IBM).

9.5.3 Gestion de l'échange de données électroniques (EDE)

Le Canada gérera ses propres composants de l'interface d'échange de données électroniques (EDE).

9.6 Sécurité

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de sécurité de base du Manuel de la sécurité industrielle de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) en matière de sauvegarde de l'information et des actifs du ministère de la Défense nationale (MDN) pour tous les systèmes d'information qui appartiennent à l'entrepreneur et qui hébergent ou hébergeront des données appartenant au Canada.

L'entrepreneur doit se conformer à la directive en matière de sécurité des systèmes d'information ITSG-06 (Effacement et déclassification des supports d'information électroniques – 1^{er} juillet 2006) du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) pour tous les supports de données magnétiques fournis par l'entrepreneur qui deviennent la propriété du Canada et pour tous les supports de données magnétiques possédés par l'entrepreneur qui hébergent ou hébergeront des données appartenant au Canada.

L'entrepreneur doit se conformer aux instructions du bulletin en matière de sécurité des technologies de l'information ITSB-112 (Questions de sécurité relatives à l'utilisation de supports amovibles pour les renseignements « Protégé C » et classifiés – 15 août 2014) du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) pour tous les biens fournis par l'entrepreneur qui deviennent la propriété du Canada et pour tous les biens de TI possédés par l'entrepreneur qui hébergent ou hébergeront des données appartenant au Canada.

L'entrepreneur doit se conformer à la directive en matière de sécurité des technologies de l'information ITSG-22 (Exigences de base en matière de sécurité pour les zones de sécurité de réseau au sein du gouvernement du Canada) du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) pour tous les biens (informations et TI) fournis par l'entrepreneur qui deviennent la

propriété du Canada et pour tous les biens (informations et TI) possédés par l'entrepreneur qui contiennent ou contiendront des données appartenant au Canada.

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences énoncées dans la Politique sur la sécurité du gouvernement du Secrétariat du Conseil du Trésor datée du 1^{er} juillet 2009 et dans les normes de sécurité opérationnelles connexes, y compris la « Norme opérationnelle de sécurité : Gestion de la sécurité des technologies de l'information (GSTI) » et la « Norme opérationnelle sur la sécurité matérielle » pour tous les biens (informations et TI) fournis par l'entrepreneur qui deviennent la propriété du Canada et pour tous les biens (informations et TI) possédés par l'entrepreneur qui contiennent ou contiendront des données appartenant au Canada.

L'entrepreneur doit se conformer à la directive en matière de sécurité des technologies de l'information ITSG-33 (« La gestion des risques liés à la sécurité des TI : Une méthode axée sur le cycle de vie ») du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) pour l'« évaluation de la sécurité et autorisation » des systèmes d'information, et ce, pour tout système d'information fourni par l'entrepreneur qui devient la propriété du Canada.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un énoncé de sensibilité conformément à l'article IDE-004 de la LDEC.

10. Chapitre 10

Le présent chapitre est intentionnellement laissé en blanc.

11. Chapitre 11 – Système de mesure du rendement (SMR)

Le présent chapitre vise à décrire les exigences que l'entrepreneur doit respecter quant à l'élaboration, à la mise en œuvre des essais et à la mise à jour du système de mesure du rendement (SMR) qui sera utilisé par l'entrepreneur et par le Canada.

Les résultats visés par le SMR constituent un moyen de mesurer les niveaux de rendement atteints par chaque indicateur (MRS, IRC, IIS) défini dans la spécification des exigences en matière de rendement (SER) conformément à l'annexe R.

L'entrepreneur doit élaborer un SMR capable de réaliser des calculs de rendement, de faire des prévisions et de produire des rapports pour se conformer aux Spécifications des exigences de l'environnement collaboratif conformément à l'annexe K.

Parallèlement, la mesure des niveaux de rendement atteints ne peut se faire sans l'accès à un ensemble de données de base fiables qui, lorsqu'elles sont traitées selon un format établi, fournissent une mesure vérifiable et traçable.

Les données de base nécessaires à la mesure du rendement seront saisies dans divers systèmes de TI du Canada et de l'entrepreneur, et la mesure du rendement se fera au moyen du SMR élaboré par l'entrepreneur conformément à la description qui en est faite ci-après.

11.1 Plan d'élaboration du système de mesure du rendement

L'entrepreneur doit élaborer, mettre à l'essai et mettre en place un système de mesure du rendement, conformément à l'annexe K.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan d'élaboration du SMR conformément à l'article PfMS-001 de la LDEC, et à l'article DID-AJISS-PfMS-001 connexe.

11.2 Exigences en matière de conception du système de mesure du rendement

11.2.1 Généralités

L'entrepreneur doit élaborer et mettre au point un système de mesure du rendement (SMR) qui satisfait aux exigences et aux conditions précisées dans les Spécifications des exigences de l'environnement collaboratif présentées à l'annexe K et aux spécifications relatives aux exigences de rendement (SER) présentées à l'annexe R.

L'entrepreneur doit élaborer la spécification des exigences d'interface (SEI) de la capacité du système de mesure du rendement et présenter un rapport conformément à l'article PfMS-002 de la LDEC, et à l'article DID-AJISS-PfMS-002 connexe.

L'entrepreneur doit élaborer la description de la collaboration et présenter un rapport conformément à l'article PfMS-003 de la LDEC, et à l'article DID-AJISS-PfMS-003 connexe.

L'entrepreneur doit concevoir un processus automatisé qui servira à déterminer les scores obtenus pour les mesures de rendement stratégique (MRS), les indicateurs de rendement clé (IRC) et les indicateurs d'intégrité du système (IIS), ainsi que la valeur de la « note globale du rendement » (NGR) potentielle et les tendances en matière de rendement. Ce processus servira aussi à faire des prévisions conformément aux SER présentées à l'annexe R.

11.3 Plan de mise à l'essai, de vérification et de validation du système de mesure du rendement

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de mise à l'essai, de vérification et de validation du système de mesure du rendement (SMR), en vue de faire accepter la capacité du

SMR, conformément à l'article PfMS-004 de la LDEC, et à l'article DID-AJISS-PfMS-004 connexe.

L'entrepreneur doit élaborer le plan de mise à l'essai, de vérification et de validation du SMR à l'aide des sources de données approuvées, conformément au chapitre 9 de cet ETE.

L'entrepreneur doit soumettre tous les plans et toutes les procédures d'essais à l'approbation du Canada.

L'entrepreneur doit réaliser les travaux en conformité avec le plan de mise à l'essai, de vérification et de validation du système de mesure du rendement qui a été accepté.

L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de mise à l'essai, de vérification et de validation du système de mesure du rendement (SMR), en vue de faire accepter la capacité du SMR, conformément à l'article PfMS-005 de la LDEC, et à l'article DID-AJISS-PfMS-005 connexe.

11.4 Déploiement du système de mesure du rendement

L'entrepreneur doit procéder au déploiement de la capacité du système de mesure du rendement (SMR) dans le cadre du processus de vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS).

Faute d'avoir la fonctionnalité complète du SMR, l'entrepreneur doit élaborer une solution provisoire pour enregistrer, suivre et calculer les scores issus de la mesure du rendement.

À l'étape de la VPDOS, l'entrepreneur doit commencer à recueillir des données pour le SMR.

L'entrepreneur effectuera le déploiement des fonctionnalités complètes du SMR, tel que défini dans le SMR, au plus tard 24 mois après la VPDOS.

11.5 Préparation de rapports sur le système de mesure du rendement

L'entrepreneur doit préparer et soumettre chaque année un rapport de rapprochement du rendement (RRR) conformément à l'article PfMS-006 de la LDEC, et à l'article DID-AJISS-PfMS-006 connexe.

L'entrepreneur doit examiner le rapport de rapprochement du rendement (RRR) annuel avec le Canada dans le cadre du processus de gouvernance du SESNN établi dans la charte régissant les relations et le Plan de gestion des relations.

11.6 Utilisation du SMR et options d'extension du marché

Le Canada utilisera l'ensemble des fonctionnalités du SMR pour gérer le rendement de l'entrepreneur.

11.6.1 Cotation des mesures de rendement stratégique et années d'option

Le Canada utilisera les cinq (5) mesures de rendement stratégique pour déterminer la possibilité de bénéficier d'années d'option. L'admissibilité à des années d'option est déterminée par une note globale « réussite/échec », qui dépend des notes « réussite/échec » obtenues par chacune des cinq (5) mesures de rendement stratégique. Le Canada se réserve le droit de refuser une extension optionnelle si l'entrepreneur ne parvient pas à obtenir une note de réussite pour chacune des cinq (5) mesures de rendement stratégique.

Dans le cas où l'année d'option ne serait pas accordée, la durée du marché ne sera pas étendue.

Dans le cas où l'année d'option ne serait pas accordée et afin de rétablir la durée de cinq (5) ans, l'entrepreneur doit obtenir une note de rendement globale supérieure lors d'un examen du

rendement annuel ultérieur. Pour obtenir une note de rendement globale supérieure et être admissible à deux (2) années d'option et au rétablissement de la durée du marché de cinq (5) ans, l'entrepreneur doit obtenir une note supérieure pour au moins trois (3) mesures de rendement stratégique et la mention « réussite » pour les autres mesures.

11.7 Maintenabilité et mises à jour du système de mesure du rendement

L'entrepreneur doit tenir le SMR à jour et y apporter des modifications pendant toute la durée du marché. L'entrepreneur doit :

- a. une fois l'an, effectuer la vérification et la validation du SMR afin de cerner les modifications susceptibles d'avoir une incidence sur le SMR. Ces modifications doivent être signalées dans le système de gestion des problèmes techniques;
- b. Signaler les modifications au SMR dans le Système de gestion des problèmes techniques;
- c. mettre à jour la source de données afin de refléter les modifications apportées au SMR;
- d. mettre à jour le contrôle de la configuration du SMR et ses sources de données d'entrée conformément au chapitre 9 et à l'annexe K.

12. Chapitre 12 – Services d’aliénation de navires

12.1 Portée des travaux

Le but du présent chapitre consiste à décrire les services d’aliénation de navires que l’entrepreneur doit fournir. L’entrepreneur doit éliminer tous les navires des NPEA et des NSI au terme de leur durée de vie (fixé par le MDN). Cela comprend tous les systèmes, l’équipement, les pièces de rechange, l’équipement d’instruction et toutes les autres ressources et infrastructures connexes liées aux NPEA et aux NSI. Cela inclut l’aliénation de toutes les matières dangereuses et la démilitarisation des marchandises contrôlées en conformité avec les règlements locaux, provinciaux, fédéraux et internationaux applicables.

12.2 Planification

L’entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de gestion de l’aliénation (PGA) pour l’aliénation de l’équipement, des systèmes et des plateformes au terme de leur durée de vie en conformité avec l’article PM-010 de la LDEC, et à l’article DID-AJISS-PM-010 connexe.

12.3 Exigences – Entrepreneur

L’entrepreneur doit :

- a. évaluer l’aliénation des plateformes, de l’équipement et des systèmes, et formuler des recommandations à cet égard;
- b. élaborer des instructions sur l’aliénation, qui comprendront les marchandises contrôlées;
- c. réaliser des évaluations environnementales, au besoin, en vue de l’aliénation;
- d. effectuer l’aliénation de l’équipement et des systèmes;
- e. planifier et coordonner les services d’aliénation en fin de vie utile des navires.

13. Chapitre 13 – Liste des annexes, des DED, des DDS, glossaire et références

13.1 Liste des annexes

Appendix A - AJISS Initial Contract Length, Rolling Wave and Performance Measurement Graphic
Appendix B - AJISS Excluded Systems
Appendix C - ILS Products for AOPS
Appendix D - ILS Products for JSS
Appendix E - Equipment Family Tree for AOPS
Appendix F - Equipment Family Tree for JSS
Appendix G - Ship Employment Profile for AOPS
Appendix H - Ship Employment Profile for JSS
Appendix I - Government Furnished Equipment (GFE)
Appendix J - FMF Strategic Capabilities Letter
Appendix K - Collaborative Environment Requirements Specification
Appendix L - Electronic Data Exchange Interface Control Document Package
Appendix M - Navy Electronic Information Environment Concept of Operations
Appendix N - Navy Electronic Information Environment Interface Control Document Guideline
Appendix O - Collaborative Environment Requirements Specification Phase 1 and Phase 2
Appendix P – Non assigné
Appendix Q - Navy's DRMIS Description
Appendix R - Performance Requirements Specifications (PRS)
Appendix S - DRMIS Master Data Guidelines for the Royal Canadian Navy Fleet
Appendix T - Guide for In-Service Support Contracts in HMC Dockyards
Appendix U - Personnel Categories
Appendix V - FISS Key Principles Letter
Appendix W - Logistics Statement of Work for Repair and Overhaul Contracts Including In and Out of Country Repair Major Equipment Accountable Advance Spares
Appendix X - Waterfront Management and Naval Maintenance in RCN Shipyards

13.2 Liste des descriptions d'éléments de données (DED)

DID-AJISS-GR-001 : Rapport de justification de l'équivalence des normes (RJEN)
DID-AJISS-PM-001 : Plan de gestion de programme (PGP)
DID-AJISS-PM-002 : Plan de démarrage
DID-AJISS-PM-003 : Plan de transition
DID-AJISS-PM-004 : Plan de soutien à la gestion des données (PSGD)
DID-AJISS-PM-006 : Plan de gestion des risques (PG-Risques)
DID-AJISS-PM-007 : Plan de gestion de la configuration
DID-AJISS-PM-008 : Plan de gestion du rendement (PG-Rendement)
DID-AJISS-PM-009 : Plan de gestion des relations
DID-AJISS-PM-010 : Plan de gestion de l'aliénation (PGA)
DID-AJISS-PM-011 : Plan de clôture du marché
DID-AJISS-PM-012 : Plan de gestion des pièces de rechange (PGPR)

DID-AJISS-IMS-001 : Plan qualité (PQ)

DID-AJISS-IMS-002 : Plan d'amélioration des processus
 DID-AJISS-IMS-003 : Plan de mise en œuvre des améliorations
 DID-AJISS-IMS-004 : Rapports d'avancement du marché pour l'amélioration continue
 DID-AJISS-LCMM-001 : Proposition de modification technique (PMT)
 DID-AJISS-LCMM-002 : Rapport sur les problèmes techniques
 DID-AJISS-LCMM-003 : Rapport de vérification de la configuration des navires
 DID-AJISS-LCMM-004 : Rapport sur le rendement et l'état de l'équipement
 DID-AJISS-LCMM-005 : Rapport sur l'état de la certification des appareils de levage
 DID-AJISS-LCMM-006 : Résumé des rapports d'inspection de structure
 DID-AJISS-LCMM-007 : Plan de mise en œuvre des processus entourant les propositions de modifications découlant de l'analyse des coûts
 DID-AJISS-TSM-001 : Plan de fonctionnement annuel du programme (PFAP)
 DID-AJISS-TSM-002 : Plan de fonctionnement annuel de la prestation de services (PFAPS)
 DID-AJISS-TSM-003 : Plan de projet pour la prestation de services (PPPS)
 DID-AJISS-TSM-004 : Rapport d'état de la gestion technique
 DID-AJISS-TSM-005 : Rapport de radoub
 DID-AJISS-SVC-001 : Rapport de vérification préliminaire de la disponibilité opérationnelle du soutien (VPDOS)
 DID-AJISS-SVC-002 : Rapport de vérification finale de la disponibilité opérationnelle du soutien (VFDOS)
 DID-AJISS-TRG-001 : Plan de proposition de modification du matériel d'instruction
 DID-AJISS-IDE-001 : Description de l'architecture des systèmes

DID-AJISS-IDE-002 : Spécification des interfaces de l'environnement intégré des données (EID)
 DID-AJISS-IDE-003 : Plan d'essais de l'environnement intégré des données (EID)
 DID-AJISS-IDE-004 : Énoncé de sensibilité
 DID-AJISS-PfMS-001 : Plan de développement du système de mesure du rendement (SMR)
 DID-AJISS-PfMS-002 : Spécification des exigences de l'interface (SEI) du système de mesure du rendement (SMR)
 DID-AJISS-PfMS-003 : Plan de développement du système de mesure du rendement (SMR)
 DID-AJISS-PfMS-004 : Plan de mise à l'essai, de vérification et de validation du système de mesure du rendement (SMR)
 DID-AJISS-PfMS-005 : Rapport de mise à l'essai, de vérification et de validation du système de mesure du rendement (SMR)
 DID-AJISS-PfMS-006 : Rapport de rapprochement du rendement (RRR)
 DID-AJISS-DISP-001 : Rapport sur les cas d'obsolescence
 DID-AJISS-SD-001 : Rapport sur l'équipement fourni par le gouvernement (EFG)

13.3 Liste des descriptions détaillées des services (DDS)

DSD-AJISS-LCMM-001 : Services de gestion du cycle de vie du matériel (GCVI)
 DSD-AJISS-LCMM-002 : Services de gestion de la configuration
 DSD-AJISS-LCMM-003 : Gestion de la documentation du programme de maintenance
 DSD-AJISS-TSM-001 : Services de gestion du calendrier technique (SGCT)
 DSD-AJISS-IDE-001 : Validation des données de base du SIGRD

13.4 Glossaire

Voir le module de formation portant sur le dictionnaire du SESNN

13.5 Références

Voir le module de formation portant sur les documents de référence du SESNN